

12

AKTUELLES AUS DEN INSTITUTIONEN

10. Jahrgang
18. März 2026

Inhaltsverzeichnis

NEUES AUS DEN PARLAMENTEN	3
PARLAMENT DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT	3
ABGEORDNETENKAMMER.....	3
SENAT	4
PARLEMENT DE WALLONIE.....	5
VLAAMS PARLEMENT	8
PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES.....	9
PARLEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE (PRB).....	9
RAAD VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE	9
NEUES AUS DEN REGIERUNGEN	10
REGIERUNG DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT	10
FÖDERALREGIERUNG	26
BELGISCHE NATIONALBANK	28
VLAAMSE REGERING	28
GOUVERNEMENT DE WALLONIE	29
KONZERTIERUNGSAUSSCHUSS	29
EUROPA UND REGIONALE ZUSAMMENARBEIT.....	32
EUROPÄISCHE KOMMISSION	32
BELGISCHES STAATSBLETT.....	33
QUELLENVERZEICHNIS	36

Neues aus den Parlamenten



Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Ausschuss II für Kultur, Erwachsenenbildung, Tourismus, Denkmal- und Landschaftsschutz
Besuch des Belgischen Rundfunks



Am 10. März besuchte Ausschuss II in Begleitung des Ministers für Kultur, Sport, Tourismus und Medien, Gregor Freches, das Funkhaus des Belgischen Rundfunks (BRF). ... [weiter lesen](#)

Regierungskontrolle im März 2026



Fragen und Interpellationen: vom 16. bis zum 19. März 2026 im Plenarsaal und im Livestream. Zwei Werktagen später ab 12.00 Uhr auch im BRF-TV! ... [weiter lesen](#)

AKTUELLE TERMINE

Ausschusssitzungen:

Montag, 23.03.2026

Ausschuss I für allgemeine Politik und Zusammenarbeit, Finanzen, lokale Behörden, Raumordnung, Energie, nachhaltige Entwicklung und Wirtschaftsförderung

[Tagesordnung](#)

Dienstag, 24.03.2026

Ausschuss II für Kultur, Erwachsenenbildung, Tourismus, Denkmal- und Landschaftsschutz

[Tagesordnung](#)

Mittwoch, 25.03.2026

Ausschuss IV für Gesundheit, Soziales, Familie und Wohnungswesen

[Tagesordnung](#)

Donnerstag, 26.03.2026

Ausschuss III für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung

[Tagesordnung](#)



DE KAMER BE
LA CHAMBRE BE

Abgeordnetenversammlung

ORDRE DU JOUR DES SÉANCES PLÉNIÈRES

Semaine du 16 au 20 mars 2026

Mercredi, 18/03/2026

Budgets

- Projet de loi contenant le budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 2026, n°s [56K1279](#)/1 à 7.
- Projet de loi contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2026, n°s [56K1280](#)/1 à 33.
- Exposé Général, n° [56K1278](#)/1.
- Justifications du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2026, n°s [56K1281](#)/1 à 23.
- Notes de politique générale, n°s [56K1282](#)/1 tot 42.

Jeudi, 19/03/2026

Reprise éventuelle de la séance du 18 mars 2026

Minute de silence en hommage aux victimes des attentats terroristes du 22 mars 2016

Questions orales

Proposition et projets de loi

1. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire et la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques en vue d'accorder à la commission d'avis et d'enquête réunie du Conseil supérieur de la Justice l'accès au Registre national, n°s [56K0524](#)/1 à 6.
2. Projet de loi relatif à la mise en concordance des dispositions légales en vigueur de la Justice avec le Code pénal du 29 février 2024 (II), n°s [56K1215](#)/1 à 9.
3.
 - Projet de loi portant dispositions diverses en matière d'économie (I), n°s [56K1235](#)/1 à 7.
 - Projet de loi portant dispositions diverses en matière d'économie (II), n°s [56K1236](#)/1 à 5.
4. Projet de loi modifiant la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs en vue de transférer la commission des jeux de hasard et

la compétence en matière de jeux de hasard au Service public fédéral Économie, P.M.E., Classes moyennes et Énergie, n°s [56K1264](#)/1 à 35

Prises en considération (Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7)

1. Proposition de loi modifiant le Code civil en vue d'harmoniser la pratique en matière de divorce entre les arrondissements judiciaires, n° [56K1420](#)/1.

Votes nominatifs

1. sur la motion déposée en conclusion de l'interpellation de Mme Britt Huybrechts (VB) au ministre de la Mobilité, du Climat et de la Transition environnementale sur "le médiateur fédéral de Brussels Airport" (n° **232**).

2. sur les budgets, la proposition et les projets de loi terminés.

Dokument Nr. [56K1422](#) 12.03.2026

Proposition de révision de l'article 23 de la Constitution en vu d'y inscrire le droit à l'approvisionnement alimentaire et de rééquilibrer le principe de standstill.

Dokument Nr. [56K1421](#) 12.03.2026

Proposition de révision de l'article 195 de la Constitution.

Dokument Nr. [56K1417](#) 11.03.2026

Proposition de résolution concernant la lutte contre la fraude en matière de soins de santé.

Dokument Nr. [56K1415](#) 11.03.2026

Proposition de loi modifiant l'ancien Code civil, visant à corriger un effet inopportun et disproportionné de la loi du 28 mars 2023 "portant diverses modifications en matière électorale" sur le droit de vote des personnes en situation de handicap mental et/ou psychique.

Dokument Nr. [56K1408](#) 09.03.2026

Proposition de résolution portant des recommandations dans le cadre du Plan fédéral Cancer.

Dokument Nr. [56K1407](#) 06.03.2026

Proposition de résolution visant à garantir l'accessibilité des contenus électoraux, des élections et du matériel électoral aux personnes en situation de handicap.

Dokument Nr. [56K1406](#) 10.03.2026

Projet de loi portant la réforme des pensions (II).

Dokument Nr. [56K1405](#) 10.03.2026

Projet de loi portant la réforme des pensions (I).

Visiter le Parlement fédéral (09/03/2026)

L'agenda des visites guidées est complet jusqu'au 8 juin compris. Pour une visite guidée à une date ultérieure: visites@lachambre.be



Senat

Réunions de la semaine 16/3/2026 - 22/3/2026

16/3/2026

Bureau

Commission des Matières transversales - Compétences régionales

1. Établissement d'un rapport d'information relatif au développement de réseaux express de covoiturage transrégionaux et transfrontaliers, no [8-161](#)/1.

Audition de :

- Mme Colette Pierard, responsable de la cellule Mobilité, AKT for Wallonia.

2. Établissement d'un rapport d'information afin de lutter plus efficacement contre les nuisances et incivilités dans l'espace public, no [8-160](#)/1.

3. Ordre des travaux.

Commission des Matières transversales - Compétences communautaires - Égalité des chances entre les femmes et les hommes

1. Ordre des travaux.

2. Établissement d'un rapport d'information concernant l'intégration professionnelle des chef(fe)s de familles monoparentales sur le marché de l'emploi et l'égalité des chances des enfants élevés en situation de monoparentalité: obstacles, enjeux et propositions de solutions structurelles, no [8-84](#)/1.

Audition de :

- Mme Valérie Lootvoet, directrice, Université des Femmes et M. Yves Martens, coordinateur, CSCE ASBL (Collectif Solidarité Contre l'Exclusion) ;
- Mme Donatienne Portugaels, présidente, Mouvement pour l'égalité des Femmes et des Hommes ;
- Mme Samia Youssouf, administratrice, Cisolré ASBL ;
- M. Ali Guissé, président et Mme Esther Kouablan, directrice, MRAX ASBL (Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Xénophobie).

17/3/2026**Comité d'avis fédéral chargé des questions européennes**

Échange de vues avec le premier ministre :

1. La séance de réflexion informelle des dirigeants de l'UE du 12 février 2026 à Alden Biesen – Débriefing.
2. Le Conseil européen des 19 et 20 mars 2026 – Briefing.

**Dokument Nr. [8-190](#)
05.03.2026**

Silencing women is silencing democracy
Réunion de commission interparlementaire
Parlement européen, Bruxelles, 5 mars 2026

**Parlement de Wallonie****SEANCE PLENIERE: 11/03/2026****Participation d'une délégation du Parlement à la réunion du Réseau parlementaire mondial de l'OCDE**
(16-03-2026)

Une délégation du Parlement de Wallonie composée de MM. Olivier De Wasseige, Olivier Maroy et Patrick Spies a participé à une réunion du Réseau parlementaire mondial de l'OCDE, organisée à Paris les 11 et 12 mars 2026. ... [lire plus](#)

**Question orale [CRIC 103](#) (2025-2026)
du 24/02/2026****La concertation entre la Région wallonne et la Communauté germanophone sur la réforme du paysage hospitalier**

de MOCKEL Freddy

à COPPIETERS Yves, Ministre de la Santé, de l'Environnement, des Solidarités et de l'Economie sociale

M. Freddy Mockel (Ecolo). – Monsieur le Ministre, vous avez déjà eu l'occasion d'échanger avec ma collègue Bénédicte Linard et moi-même sur la réforme du paysage hospitalier proposée fin 2025 dans le cadre de la CIM Santé. Actuellement, nous sommes dans une phase d'analyse, de consultation, notamment d'organes d'avis, de réseaux, mais également entre entités fédérées durant ce premier semestre.

La réforme prévoit une restructuration du paysage hospitalier en quatre paliers et une concentration des services aigus dans des hôpitaux régionaux de référence. Les hôpitaux qui n'atteignent plus qu'un certain nombre de critères quantitatifs, notamment de lits, doivent par exemple se réinventer en centres médicaux locaux pour soins ambulatoires ou planifiés. Le défi sous ces prémisses sera de trouver l'équilibre complexe entre qualité, complémentarité et continuité des soins, d'une part, et d'autre part l'accessibilité.

Je constate, en comparant vos réponses et les déclarations de votre homologue germanophone, que vous partagez un certain nombre de préoccupations, justement en ce qui concerne l'accessibilité en zone rurale. Pour les patients germanophones s'ajoutera également la question de l'accès aux soins dans leur langue maternelle. Vous avez dit en décembre qu'il ne faut pas être attentiste, mais, au contraire, force de propositions, notamment sur l'aspect d'accessibilité géographique. Je vous encourage en effet dans cet élan, afin de parler d'une seule voix.

Dans quelle mesure travaillez-vous concrètement de concert avec votre homologue germanophone dans l'analyse des recommandations, et surtout au niveau des propositions – telles que des exceptions ? Même si la réforme ne se réalise qu'en partie, des patients germanophones devront recourir plus souvent à des soins en Région de langue française. Comment comptez-vous vous concerter sur cet aspect avec votre homologue germanophone, afin de rencontrer les besoins et droits des citoyens de langue allemande ? Pensez-vous pouvoir élaborer une position commune sur les aspects d'accessibilité géographique afin de peser davantage dans la CIM Santé ?

[La réponse suivante du ministre répond également à des questions supplémentaires posées par d'autres députés.]

M. COPPIETERS Yves, Ministre de la Santé, de l'Environnement, des Solidarités et de l'Economie sociale. – Mesdames et Messieurs les Députés, le rapport du groupe d'experts indépendants présenté à la CIM Santé publique en date de décembre 2025 propose une nouvelle structuration de l'organisation de notre futur paysage hospitalier avec des hôpitaux généraux et universitaires. Il recommande d'organiser le paysage en quatre catégories d'hôpitaux, tout en attirant l'attention sur la nécessité d'évoluer vers un modèle de soins intégrés et avec la volonté de réaliser cette transition vers les soins ambulatoires, en tout cas les soins sans hospitalisation. Pour ma part, il s'agit de faire le lien avec la réforme de la première ligne de nos soins en Région wallonne.

Pour mener à bien cette réforme, les experts proposent un plan de transition sur 10 ans, appuyé par la CIM Santé publique, avec une évaluation intermédiaire à mi-parcours. Le phasage ira jusqu'à 15 ans.

À la demande du groupe d'experts, le KCE a élaboré un modèle d'appui à la prise de décision politique, qui permet de cartographier l'accessibilité et l'offre de soins hospitaliers en Belgique. Ce modèle classe les sites aigus actuels en trois groupes selon qu'ils répondent ou non aux recommandations contenues dans le rapport du groupe d'experts avec les critères – qui ne sont pas validés – sur le nombre de lits justifiés ou le nombre d'accouchements. Ce sont des critères qui sont proposés à ce stade, mais ils n'ont pas encore été validés.

Il est utile de rappeler que ce rapport indépendant comprend des recommandations transmises à la CIM Santé publique, qui en a pris acte. Nous ne sommes toutefois qu'au début du travail basé sur ce premier rapport, car chaque entité doit maintenant solliciter l'avis de ses organes consultatifs qui doivent rendre un avis à la CIM Santé publique pour la fin avril 2026. Sur la base de ces contributions, les grandes lignes politiques au sein de la CIM et des gouvernements respectifs seront définies. La concertation entre les différents niveaux de pouvoir sera donc assurée dans ce cadre. Un gros travail de planification des soins et d'adaptation des normes et procédures devra ensuite être réalisé aux différents niveaux de pouvoir. C'est là que nous allons faire nos propositions.

En tant que ministre wallon de la Santé, j'ai, comme mes collègues, pris acte de ce rapport, qui constitue une base de travail et non une décision politique. C'est pour cette raison que nous y avons réagi clairement, avec des balises que Mme Nikolic a rappelées. Pour la Wallonie, je suis attentif à ce que toute mise en œuvre respecte impérativement plusieurs balises qui me semblent essentielles : garantir l'accessibilité aux soins, tenir compte de la

densité de population et des réalités territoriales, en particulier dans les zones rurales, et veiller à l'équité d'accès, en particulier aux services d'urgence, pour l'ensemble des citoyens. Cette réflexion devra également s'inscrire en cohérence avec les réformes déjà engagées en Wallonie, notamment le renforcement de la première ligne d'accompagnement et de soins, ainsi que le développement des soins ambulatoires.

Une telle réforme devrait être menée selon une approche commune et concertée tout au long du processus, pour que chaque partie assume sa part du travail et qu'il y ait une adhésion et une cohérence d'ensemble, tout en tenant compte des spécificités de chaque entité fédérée et du respect d'un certain nombre de principes. Parmi ces principes, il me semble essentiel d'aborder la question de l'accessibilité géographique et des populations desservies par les hôpitaux, en ce compris l'accessibilité linguistique, par exemple pour les habitants de la Communauté germanophone.

Concernant la concertation entre la Région wallonne et la Communauté germanophone, au-delà des aspects qui ont été visés ci-avant, le rapport du groupe d'experts indique : « Pour la Communauté germanophone, les experts constatent que les deux hôpitaux existants – Eupen et Saint-Vith – n'atteignent pas la norme de 150 lits aigus justifiés. » Là aussi, ils recommandent de ne pas déroger à la norme. Des solutions sont possibles à l'intérieur des modèles proposés, aussi bien pour les services aigus que pour les soins intermédiaires, importants dans cette région. Des garanties sont en outre nécessaires pour que les patients germanophones résidant loin de ce site, y compris à proximité ou de l'autre côté de la frontière linguistique, puissent être pris en charge en allemand, par exemple à l'hôpital de Verviers.

Il y a également lieu de noter que les deux hôpitaux de la Communauté germanophone font actuellement partie du réseau hospitalier clinique régional dénommé « Move », avec les hôpitaux du Groupe Santé CHC. Les hôpitaux composant ce réseau ont développé plusieurs initiatives visant à un fonctionnement efficace actuel de leurs services : possibilité pour des collaborateurs germanophones de venir en appui dans les services du Groupe Santé CHC, entre autres. Notons que, le cas échéant, les hôpitaux de l'est de la province de Liège devraient organiser l'offre de soins selon ces nouvelles modalités sur leur territoire.

S'agissant plus particulièrement du CHU UCL Namur, l'AViQ n'a pas encore été informée par le CHU UCL Namur de son plan géostratégique à 10-15 ans visant à réorganiser les sites de Sainte-Élisabeth, Dinant et Godinne, et n'est à ce jour saisie d'aucun dossier à cet égard.

Par ailleurs, concernant la fermeture du site de Godinne et la construction d'un nouvel hôpital universitaire en province de Namur, d'après ce qui a été

relayé dans la presse, plusieurs emplacements seraient à l'étude dans la ville de Ciney. Il y a lieu de relever que ce site est de la compétence d'agrément et de financement de l'infrastructure de la Communauté française. Les sites de Dinant et de Sainte-Élisabeth sont, eux, de la compétence d'agrément et de financement de l'infrastructure de la Région wallonne. Le premier site est un hôpital universitaire, les autres sont des hôpitaux généraux. Le plan géostratégique précité devra être analysé à la lumière de la nouvelle politique hospitalière qui est en cours de construction telle que visée ci-avant.

Enfin, en ce qui concerne d'éventuels impacts sur l'organisation de Vivalia et en particulier les hôpitaux de Marche et le projet de nouvel hôpital à Houdemont, l'hôpital de Marche pose question au regard du rapport du groupe d'experts. Cela ne signifie toutefois pas que son sort est scellé : en fonction des avis donnés par les organes consultatifs et des grandes lignes décidées par la CIM Santé publique, d'autres orientations pourront être définies, notamment pour les zones de soins rurales peu desservies. En ce qui concerne l'hôpital d'Houdemont, il semble actuellement difficile de définir les impacts potentiels en matière de flux de patients d'un hôpital qui pourrait se construire d'ici 10-15 ans dans un lieu éventuellement proche. Dans tous les cas, le Gouvernement wallon a marqué son accord, dans le cadre des plans de construction 1 et 2, sur le projet d'hôpital présenté par Vivalia.

S'agissant de la révision des plans de construction en lien avec la réforme du paysage hospitalier, le Gouvernement wallon a décidé de soutenir un certain nombre de projets dans le cadre des deux plans de construction. Le dispositif légal ne prévoit pas de possibilité pour le Gouvernement de revenir d'initiative sur ses engagements, ce qui constituerait un problème de sécurité juridique pour les hôpitaux. Toutefois, la réforme annoncée aura effectivement des impacts en matière d'infrastructures. Suite aux décisions prises par la CIM Santé publique et aux grandes orientations qui seront définies, il reviendra aux hôpitaux d'évaluer si leurs projets d'investissement actuels sont toujours nécessaires afin de répondre au projet médical et au « nouveau » statut de leurs sites.

Une modification du décret relatif au financement des infrastructures hospitalières est en cours d'adoption via un décret-programme, permettant la modification des projets de plans de construction dans le cadre de la réforme du paysage hospitalier. Les hôpitaux auront donc l'occasion d'adapter leurs projets d'infrastructure à la réforme.

Parallèlement, nous savons que le secteur bancaire évalue la capacité d'investissement d'une série de projets au regard de la réforme du paysage hospitalier. Vous avez bien compris que les banques étaient plutôt réticentes pour l'instant de continuer les projets tant qu'elles n'ont pas une vision claire de l'évolution des infrastructures.

S'agissant plus particulièrement du Centre de santé des Fagnes, il est exact que, selon les critères techniques proposés par ce rapport, le centre ne répondrait pas aux exigences d'un hôpital général régional. Toutefois, je tiens à rappeler que selon les recommandations des experts, les sites ne répondant pas aux critères HGR auraient vocation à se transformer en centres médicaux locaux – pour l'hospitalisation de jour, ce sont des centres ambulatoires – ou en sites de soins intermédiaires – des soins de revalidation. La réforme n'impose ainsi pas de fermeture obligatoire de l'établissement hospitalier. Il reviendra au gestionnaire de l'hôpital de se positionner sur l'évolution de son infrastructure.

Pour la prise en compte des populations et zones géographiques isolées, je vous réfère aux balises wallonnes dont je viens de parler.

Concernant les regroupements au sein du réseau Elipse, une fusion a eu lieu le 1er janvier 2026 entre le CHU de Liège et la clinique André Renard. Par ailleurs, un groupement a été conclu entre le CHU de Liège et le CHR de la Citadelle, mais nous n'avons aucune nouvelle sur l'état d'avancement des discussions entre ces deux établissements.

Concernant la question de la trajectoire budgétaire globale de la Région wallonne qui pourrait influencer les arbitrages, les travaux d'identification des pistes d'économies sont toujours en cours dans les différents organes consultatifs de l'agence et je ne peux donc pas répondre à ce stade à vos questions.

Mesdames et Messieurs les Députés, je voudrais vous rassurer sur le fait que nous sommes au préalable d'une réforme qui prendra 10 à 15 ans pour se mettre en place. D'abord, la réforme, ce n'est pas moi qui la porte, c'est le ministre Vandembroucke, et nous devons faire des propositions pour l'adapter aux spécificités de notre Région. Ce que je veux dire, c'est que tout cela va prendre du temps et nécessiter des concertations. L'idée n'est pas non plus de freiner les projets qui ont commencé, mais plutôt de les pousser et de les inscrire petit à petit dans la réforme.

L'idée est également que nos structures hospitalières travaillent différemment, de façon beaucoup plus collaborative avec les structures qui sont autour d'elles, mais aussi de sortir une fois pour toutes des clivages entre réseaux, entre structures confessionnelles, et cetera, et d'obliger les structures à collaborer entre elles pour que les patients trouvent une continuité dans leur bassin de vie ou leur bassin de soins.

M. Freddy Mockel (Ecolo). – Je crois qu'une réforme est effectivement nécessaire. Le document remis à la CIM a beaucoup de qualités. Nous faisons face à une pénurie de personnel soignant, mais c'est aussi la chance d'améliorer les conditions de travail et de diminuer le stress du personnel soignant.

Cela dit, d'autres passages du document me plaisent un peu moins. Nous devons assurer à toute la population un accès raisonnable à des services sensibles, comme les urgences. Il n'est pas admissible qu'une ambulance mette plus de 30 minutes à arriver. Les normes internationales mettent d'ailleurs le niveau bien plus haut que cela. Une plus grande collaboration entre les hôpitaux de Belgique est nécessaire, mais elle n'éliminera pas les problèmes de distance. Enfin, les objectifs linguistiques sont intéressants, mais il n'est pas toujours si facile de les réaliser.



Vlaams Parlement

Dokument Nr. [744](#) (2025-2026) nr. 1 12.03.2026

Verslag van de hoorzitting over de evaluatie van de gemeentefusies uit 2025

Dokument Nr. [743](#) (2025-2026) nr. 1 12.03.2026

Verslag van het verzoekschrift over een wijziging van artikel 394/2 van het Omgevingsvergunnings-decreet

Dokument Nr. [739](#) (2025-2026) nr. 1 11.03.2026

Voorstel tot wijziging van het Reglement van het Vlaams Parlement wat betreft de werkzaamheden van de aan de fracties toegekende personeelsleden

Dokument Nr. [737](#) (2025-2026) nr. 1 10.03.2026

Ontwerp van decreet tot wijziging van het decreet van 27 maart 2009 betreffende radio-omroep en televisie, wat betreft de verlenging van de erkenningen voor netwerkradio-omroeporganisaties en de lokale radio-omroeporganisaties

"Migratie vergroot het taalprobleem in ons onderwijs" - Roosmarijn Beckers

13 maart 2026

Ongeveer vijf jaar geleden voerde toenmalig onderwijsminister Ben Weyts (N-VA) een taalscreening in voor kleuters in de derde kleuterklas. Die screening, beter bekend als de Koala-test, moet nagaan hoe goed kinderen Nederlands beheersen nog voor ze naar het eerste leerjaar gaan.

... [verder lezen](#)

"Olie en gas maken ons afhankelijk van wereldleiders zoals Trump of Poetin" - Bogdan Vanden Berghe

10 maart 2026

Bogdan Vanden Berghe, Vlaams Parlements lid voor Groen en kandidaat-partijvoorzitter, heeft een duidelijke missie: de partij versterken, de kiezers terugwinnen en Groen neerzetten als een partij van niet alleen groene maar ook sociale en democratische kernwaarden. Voor hem is de rol van partijvoorzitter meer dan een titel. Het is een verantwoordelijkheid om de toekomst van de partij vorm te geven. ... [verder lezen](#)

"Niet Groen maar rechtse partijen hebben de asociale renovatieplicht ingevoerd" - Aimen Horch

10 maart 2026

Het is een opmerkelijke kandidatuur: een relatief jonge politicus met beperkte politieke anciënniteit die zich toch kandidaat stelt om partijvoorzitter te worden. Maar volgens Aimen Horch, Vlaams Parlements lid voor Groen, is het juiste moment aangebroken. Samen met zijn running mate Lien Arits wil hij de partij opnieuw richting geven. Met een duidelijke taakverdeling, een sterkere band met de samenleving en een boodschap die volgens hem opnieuw hoop moet brengen in onzekere tijden. ... [verder lezen](#)

"Mijn grootste vrees zijn donutfusies die centrumsteden buitenspel zetten" - Paul Van Miert

09 maart 2026

Moeten Vlaamse steden en gemeenten verplicht fuseren? Of moet de keuze volledig bij de lokale besturen blijven? In het Vlaams Parlement woedt een discussie die tegelijk technisch, financieel en emotioneel is. Twee lokale zwaargewichten menen zich in het debat: Brecht Warnez (CD&V), parlements lid en toekomstig burgemeester van de fusiegemeente Wingene, en Paul Van Miert (N-VA), parlements lid en voormalig burgemeester van Turnhout. Hun ervaringen tonen hoe verschillend de realiteit van stad en platteland kan zijn en waarom het fusievraagstuk zo complex blijft.

... [verder lezen](#)



Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Dokument Nr. [233](#) (2025-2026) 13.03.2026

Proposition de résolution visant à garantir aux écoles des moyens suffisants pour organiser l'accompagnement renforcé en première année du degré secondaire inférieur

Dokument Nr. [232](#) (2025-2026) 12.03.2026

Proposition de décret conjoint de la Région wallonne et de la Communauté française modifiant l'article 1er de l'accord de coopération du 20 mars 2014 entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à la gouvernance dans l'exécution des mandats publics au sein des organismes publics et des entités dérivées de l'autorité publique

Dokument Nr. [231](#) (2025-2026) 12.03.2026

Rapport d'évaluation - Livre V du Code de la justice communautaire

Dokument Nr. [230](#) (2025-2026) 12.03.2026

Projet de décret relatif à la neutralité de l'enseignement fondamental, secondaire et secondaire artistique à horaire réduit, dans les centres psycho-médico-sociaux et les internats

Dokument Nr. [228](#) (2025-2026) 09.03.2026

Projet de décret modifiant le décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos

Dokument Nr. [227](#) (2025-2026) 09.03.2026

Projet de décret définissant le certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur (CAPAES) et ses conditions d'obtention

Colloque

Salon de la citoyenneté consacré à la culture de la paix à l'école

2026-03-11

Ce mercredi 11 mars 2026, le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles a accueilli le Salon de la citoyenneté, organisé en collaboration avec l'Institut interréseaux de la Formation Professionnelle Continue (IFPC). ... [lire plus](#)



Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale (PRB)

Dokument Nr. Fiche [A-246](#)/1-25/26 13.03.2026

Audition du Conseil bruxellois pour l'élimination du racisme sur son avis d'initiative "de début de législature 2024-2029".

Dokument Nr. Fiche [A-227](#)/1-25/26 22.12.2025

Proposition d'ordonnance modifiant le Code bruxellois du Logement afin de reconnaître les coopératives d'habitants et de créer un label «Coopérative d'habitants agréée».



Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie

De Raad heeft een nieuwe voorzitter!

De Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie verwelkomt Benjamin Dalle als nieuwe voorzitter! ... [verder lezen](#)

Neues aus den Regierungen



Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

76. Sitzung vom 12. März 2026

TOP 4: Beschluss zur Vergabe des öffentlichen Dienstleistungsauftrags: „Einkauf eines standardisierten Verfahrens zur Erfassung der Sprachkompetenz“

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt den Beschluss zur Vergabe des Dienstleistungsauftrags „Einkauf eines standardisierten Verfahrens zur Erfassung der Sprachkompetenz“ im vereinfachten Verhandlungsverfahren ohne Bekanntmachung.

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Angesichts der Tatsache, dass im Kontext der Arizona-Reform und des Start-Fokus bis Ende 2027 rund 7.000 Sprachentestes benötigt werden, wurde ein entsprechendes Lastenheft zum „Einkauf eines standardisierten Verfahrens zur Erfassung der Sprachkompetenz“ erstellt, durch den Verwaltungsausschuss im Rahmen der Januar-Sitzung positiv begutachtet, durch die Regierung genehmigt und auf e-procurement hochgeladen, mit der Aufforderung, bis zum 24. Februar 2026 um 12:00 Uhr ein Angebot einzureichen.

Aufgrund der Tatsache, dass das geschätzte Auftragsvolumen unter dem Schwellenwert von 140.000,00 € zzgl. Mwst. liegt und somit kein klassisches Verhandlungsverfahren Anwendung findet, wurden lediglich drei Bieter eingeladen, über e-procurement ein Angebot einzureichen.

Bei diesen drei Anbietern handelt es sich um den die beiden belgischen Anbieter **SRL Learnstudio** und **CLL language centres** wie auch um den Schweizer Anbieter **udm online testing**.

Lediglich der Bieter Learnstudio (ELAO-Tests) reichte fristgerecht ein Angebot ein; der Schweizer Bieter udm online testing (Q-Level Testungen) teilte vor Ablauf der Frist schriftlich mit, dass er nach sorgfältiger interner Prüfung entschieden habe, keine Offerte einzureichen (Anlage). Der Bieter CLL language centres reichte kein Angebot ein.

1. Zugangsrecht (cf. Punkt 9 des Lastenheftes):

Es liegen keine der in Artikel 67 und 68 des Gesetzes vom 17. Juni 2016 über öffentliche Aufträge erwähnten verpflichteten Ausschlussfälle (Beteiligung an einer kriminellen Organisation, Korruption, Betrug, terroristische Straftaten, ...) oder Ausschlussfälle aufgrund steuerlicher oder sozialer Schulden und auch keine der in Artikel 69 desselben Gesetzes erwähnten fakultativen Ausschlussfälle (Konkurs, Liquidation, ...) vor.

- Für den Bieter Learnstudio konnte über TELEMARC überprüft werden, dass er seine Verpflichtungen hinsichtlich der Zahlung der Sozialversicherungsbeiträge nach den belgischen Rechtsvorschriften erfüllt hat.

- Ebenfalls konnte über TELEMARC überprüft werden, dass er seine steuerlichen Verpflichtungen nach den belgischen Rechtsvorschriften erfüllt hat.

2. Qualitative Auswahl (cf. Punkt 10 des Lastenheftes):

Zur Überprüfung der finanziellen, wirtschaftlich/technischen und beruflichen Leistungsfähigkeit des Bieters war im administrativen Lastenheft folgendes gefordert worden:

1. Das zum Einsatz kommende Testverfahren zur Ermittlung der Sprachkompetenzen muss die in 7.1.2.2. Auftragsgegenstand beschriebenen Bedingungen erfüllen (d.h. ein nach dem europäischen Referenzrahmen (CEFR) standardisiertes und wissenschaftlich erprobtes und adaptatives Testverfahren, welches Grammatik, aktiven und passiven Wortschatz sowie ein Hörverständnis beinhaltet).

2. eine Auflistung der in den letzten drei Jahren im Bereich der ausgeschriebenen Thematik erbrachten Dienstleistungen mit Angabe eines vergleichbaren Auftragswerts, des Erbringungszeitpunkts und des jeweiligen öffentlichen oder privaten Kunden.

Bei dem Bieter SRL Learnstudio handelt es sich um die Einrichtung, mit der das Arbeitsamt bereits seit vielen Jahren zusammenarbeitet und dessen Testungen den unter Punkt 1 vermerkten Auswahlkriterien vollauf entsprechen.

Die unter Punkt 2 geforderte Auflistung von vergleichbaren Aufträgen wurde ebenfalls beigelegt.

3. Zuschlagskriterien

Folgendes wurde im Lastenheft bezüglich der Zuschlagskriterien vorgesehen:

1. 11.1 Zuschlagskriterien

Für den vorliegenden Auftrag gilt folgendes Zuschlagskriterium (bei der Punktevergabe wird die Berechnung auf ganze Zahlen kaufmännisch gerundet):

Preis: 100 Punkte

Zu vergebende Punkte * (Preis des günstigsten Angebots/Preis des analysierten Angebots)

Angesichts der Tatsache, dass lediglich ein Preisangebot vorliegt und dieses voll und ganz den Anforderungen des Arbeitsamtes entspricht, wird dem Anbieter Learnstudio die volle Punktzahl (100 von 100 Punkten) zugesprochen.

Somit sollte der sich auf die beiden Jahre 2026 und 2027 beziehende Auftrag zum Ankauf von **7.000 Sprachtestungen in Höhe von 42.000,00 € zzgl. Mwst., bzw. 50.820,00 € inkl. Mwst.** an den Bieter **SRL Learnstudio** vergeben werden.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Da es sich um einen Auftrag handelt, der sich auf die Jahre 2026 und 2027 bezieht, ist davon auszugehen, dass in den Jahren 2026 und 2027 jeweils die Hälfte der Kosten anfallen werden:

2026: 21.000,00 € zzgl. Mwst., bzw. 25.410,00 inkl. Mwst.
2027: 21.000,00 € zzgl. Mwst., bzw. 25.410,00 inkl. Mwst.

TOP 5: Bestellung von Vertretern in diversen Gremien und Aktualisierung der Datenbank „Vertreter in diversen Gremien“

1. Beschlussfassung:

Die Regierung bestellt folgende Personen als Ersatz für ausscheidende Personen:

Gremium	ehemaliger Vertreter	neuer Vertreter
Großregion Saar-Lor-Lux – Arbeitsgruppe Tourismus (Fremdenverkehr)	Mario Vondegracht	Marc Derwahl
Beratungskommission (französischsprachige und deutschsprachige) Belgiens der UNESCO	Mario Vondegracht	Tom Fischer
Internationales Kunstzentrum Ostbelgien – Museum für Zeitgenössische Kunst Eupen (I-KOB) - Verwaltungsrat	Shayne Piront	Tom Fischer
Musikakademie - Generalversammlung	Shayne Piront	Tom Fischer
Musikakademie - Verwaltungsrat	Shayne Piront	Tom Fischer

Königliche Denkmal- und Landschaftsschutzkommission (KDLK)	Sandro Bejdic	Tom Fischer
--	---------------	-------------

Der Minister für Kultur, Sport, Tourismus und Medien wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftrag

2. Erläuterungen:

Aufgrund personeller Wechsel im Kabinett wird die Aufteilung der Zuständigkeit zwischen den Beratern im Kabinett des Ministers aktualisiert.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es gibt keine finanziellen Auswirkungen.

TOP 6: Vorentwurf eines Erlasses der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 22. Mai 2014 über die Dienste und andere Formen der Kinderbetreuung

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in erster Lesung den Vorentwurf eines Erlasses zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 22. Mai 2014 über die Dienste und andere Formen der Kinderbetreuung.

Die Regierung beschließt, das Gutachten der Datenschutzbehörde zu beantragen.

Die Regierung beschließt, in Anwendung von Artikel 84 §1 Absatz 1 Nummer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973, das Gutachten in einer 30-Tages-Frist zu beantragen.

Die Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Der Erlass der Regierung vom 14. Dezember 2023, in Kraft getreten zum 1. Januar 2024, definierte die im Erlass der Regierung vom 22. Mai 2014 über die Dienste und andere Formen der Kinderbetreuung (hiernach Erlass genannt) festgelegte Kostenbeteiligung der Erziehungsberechtigten in der Kinderbetreuung neu. Die einkommensgestaffelte Kostenbeteiligung in der Kleinkindbetreuung sowie die insgesamt niedrige Kostenbeteiligung der Erziehungsberechtigten in allen Bereichen der Kinderbetreuung hat hierbei zum Ziel, die Vereinbarkeit von Familie und Beruf durch das Angebot einer erschwinglichen Kinderbetreuung zu verbessern, die Attraktivität der Region für Fachkräfte zu verbessern und so den Wirtschaftsstandort Ostbelgien zu stärken. Die Einkommensstaffelung dient zudem der Förderung der Chancengleichheit, da somit der Zugang zu einer qualitativ hochwertigen Kinderbetreuung für alle Familien ungeachtet ihres Einkommens erschwinglich ist. Seither wird diese Regelung von drei Dienstleis-

tern in der Deutschsprachigen Gemeinschaft angewendet: von der VoG Kleinkinder Ostbelgien (provisorische Kinderkrippenstruktur Post Minis), der VoG Bambuskitz (Mini-Kinderkrippe Amel) und von der Einrichtung öffentlichen Interesses „Zentrum der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Kinderbetreuung“ (hiernach ZKB genannt).

Zwei Jahre nach Inkrafttreten wurden die o.g. Dienstleister um eine Evaluation der reformierten Kostenbeteiligung gebeten. Hierbei wurden verschiedene Probleme hervorgehoben, die durch den vorliegenden Erlassvorentwurf behoben werden sollen. Gleichzeitig soll das grundlegende Prinzip einer einkommensgestaffelten, sozial verträglichen und niedrigen Kostenbeteiligung der Erziehungsberechtigten beibehalten werden.

Anpassung der Tarifstruktur

Die betroffenen Dienstleister sind gemäß den jeweiligen rechtlichen Grundlagen verpflichtet, das Essen bereitzustellen. Hierbei wünschen sich die Dienstleister, die gestiegenen Essenskosten zumindest anteilig den Erziehungsberechtigten in Rechnung stellen zu können. Um einen zusätzlichen administrativen Aufwand zu vermeiden, wird die Kostenbeteiligung für alle Erziehungsberechtigten um 1,53 Euro für eine Ganztagsbetreuung angehoben (neuer Basisbetrag des Erlasses). Der Betrag entspricht dem aktuellen Unterschied zwischen zwei Tarifstufen und beträgt mit dem aktuellen Index 3,18 Euro (Abänderung der Anlage des Erlasses).

Generell wird die Kostenbeteiligung der Erziehungsberechtigten von den Dienstleistern als zu niedrig angesehen. Um die Verhältnismäßigkeit der Kostensteigerung für die Erziehungsberechtigten zu wahren, erfolgt diese Erhöhung progressiv. Artikel 10 des Erlasses wird dahingehend angepasst, dass die Referenzwerte für die Zuordnung zu einer Einkommenskategorie künftig nicht mehr indexiert werden. Sie werden, ausgehend von den seit dem 1. Juli 2025 geltenden Beträgen, auf den nächstgelegenen 500 Euro Betrag aufgerundet, eingefroren. Durch die Indexierung der Gehälter bei gleichzeitiger Nichtindexierung der Referenzwerte verschieben sich folglich künftig schrittweise die Zuordnungen in höhere Einkommensstufen, sodass progressiv eine Erhöhung der Kostenbeteiligung erzielt wird.

Auch sollen Familien mit höheren Einkommen stärker als bislang an den Betreuungskosten partizipieren. Ab einem Einkommen von 115.000,00 Euro wird die Tagespauschale zusätzlich zu der vorgenannten Erhöhung um 1,53 Euro um weitere 0,96 Euro im Basisbetrag angehoben (d.h. insgesamt eine Erhöhung um 5,18 Euro statt um 3,18 Euro für eine Ganztagsbetreuung) und es wird eine zusätzliche Einkommensstufe von 200.000,00 Euro als neue Höchststufe eingefügt (Abänderung der Anlage des Erlasses).

Die Definition der Langzeitbetreuung von „zehn Stunden oder mehr“ wird auf „neun Stunden oder

mehr“ angepasst. Einerseits trägt dies den Öffnungszeiten der kollektiven Betreuungsformen Rechnung, die gemäß Erlass nur zehn Stunden am Tag geöffnet sind und eine Langzeitbetreuung im bisherigen Modell somit in der Realität kaum vorkam und demnach nur bei Kinderbetreuern in Heimarbeit oder konventionierten Tagesmüttern möglich war. Die kollektive Betreuungsform der Mini-Kinderkrippe der VoG Bambuskitz bildet eine Ausnahme, da sie täglich 12 Stunden geöffnet ist. Andererseits ist zu erwarten, dass Eltern künftig die zehnte Stunde nur dann buchen, wenn sie diese auch wirklich benötigen. Dies ermöglicht den Dienstleistern eine bessere Personalplanung und einen besseren Personaleinsatz in den Randzeiten (Abänderung von Artikel 80 und 97 des Erlasses). Gleichzeitig werden die Prozentsätze der Tagespauschale für Halbtags- und Dreiertagsbetreuungen auf 70 beziehungsweise 50 Prozent (letzteres in der außerschulischen Betreuung bei Kinderbetreuern in Heimarbeit oder konventionierten Tagesmüttern des ZKB) angehoben. Hiermit soll neben der Berücksichtigung der Essenskosten der Tatsache Rechnung getragen werden, dass die verbleibenden Betreuungszeiten an diesen Tagen kaum nachgefragt werden und so insbesondere an den Nachmittagen Betreuungskapazitäten ungenutzt bleiben, während gleichzeitig die Kosten für die Dienstleister bestehen bleiben (Abänderung von Artikel 82 §2 des Erlasses). Derselbe Artikel regelt ebenfalls die Bedingungen, die die Erziehungsberechtigten für eine ermäßigte Kostenbeteiligung erfüllen müssen wie auch die Höhe dieser Ermäßigung. Dieser Artikel wird dahingehend angepasst, dass künftig ausschließlich Erziehungsberechtigten von Kindern mit einer Beeinträchtigung für dieses Kind sowie Haushalten mit mindestens zwei Kindern unter drei Jahren (d.h. zwei Kleinkinder) bis zum Vollenden des dritten Lebensjahres eines dieser Kinder eine Ermäßigung gewährt wird. Sie zahlen wie bislang 70 Prozent der Kostenbeteiligung.

Findet die außerschulische Betreuung an Schultagen an einem Mittwoch statt, beinhaltet die Betreuung des ZKB ein warmes Mittagessen. Analog zur Kleinkindbetreuung und zu den anderen Schultagen in der Schule wird die Kostenbeteiligung an diesem Tag um die Kosten des Mittagessens erhöht. Der Preis entspricht dem Preis, den das ZKB für das warme Mittagessen zahlen muss. Hierbei handelt es sich um den im Gemeinschaftsunterrichtswesen anwendbaren Tarif für ein „Menü Primar 4-6“ (Abänderung von Artikel 119.2 des Erlasses).

Gleichzeitig wird der Zeitpunkt der jährlichen Neuberechnung der Kostenbeteiligung der Erziehungsberechtigten, sowie der Zeitpunkt der gemäß Artikel 10 des Erlasses vorzunehmenden Indexierungen dauerhaft auf den 1. September verschoben. Dies gibt den Eltern mehr Zeit, die entsprechenden Unterlagen bereitzustellen, und vermeidet, dass für Kleinkinder, die nach den Sommerferien den Kindergarten besuchen, für die Sommermonate eine Neuberechnung erfolgen muss. Der Zeitpunkt der

Neuberechnung der Kostenbeteiligung stimmt künftig somit mit dem Start des Schuljahres und der Angleichung der Familienleistungen überein. Für 2026 werden die bis zum 30. Juni geltenden Tarife bis zum 31. August verlängert (Abänderung von Artikel 83 §3 des Erlasses). Aus Gründen der inhaltlichen Kohärenz wirkt sich die zeitliche Verschiebung auf den 1. September ebenfalls darauf aus, welche Steuerbescheide für neue Betreuungen zwischen zwei planmäßigen Neuberechnungen heranzuziehen sind (Abänderung von Artikel 83 §2 Abs.1 des Erlasses).

Zukünftig werden zudem nicht mehr die zwei höchsten Einkommen des Haushaltes berücksichtigt, sondern die der Erziehungsberechtigten. Dies entspricht bereits jetzt überwiegend der Realität, die aktuelle Formulierung führt aber beispielsweise in Fällen intergenerationellen Wohnens gegebenenfalls zu Unverständnis auf Seiten der Antragssteller. Wenn die Eltern getrennt sind, so wird das Einkommen des Antragsstellers und wenn vorhanden, einer weiteren volljährigen Person berücksichtigt. Lebt mehr als eine weitere volljährige Person im Haushalt, wird das höchste Einkommen berücksichtigt (Anpassung von Artikel 83 §1 des Erlasses).

Korrektur von Fehlentwicklungen bei in der Inanspruchnahme der Kinderbetreuung

Die bestehenden Regelungen setzen verstärkt auf das Verantwortungsgefühl der Erziehungsberechtigten. Auch wenn dieser Ansatz durch eine breite Mehrheit der Erziehungsberechtigten gelebt wird, lassen die Rückmeldungen der Dienstleister auch Rückschlüsse auf Fehlentwicklungen zu. Zentral stehen hierbei das Ausnutzen von Lücken im Rechtstext, die fehlende Wertschätzung für die Arbeit der Kinderbetreuer und der Dienstleister sowie das Ausbleiben von Konsequenzen bei Fehlverhalten. Dieses Verhalten von Wenigen wirkt sich allerdings auf nahezu alle Erziehungsberechtigten aus, da es die Verfügbarkeit und die Organisation der Betreuung für alle beeinflussen. Den Dienstleistern fehlt ein Instrument, um wirksam gegenzusteuern.

Es ist dienstleisterübergreifend zu beobachten, dass sich sowohl in der Kleinkindbetreuung als auch in der außerschulischen Betreuung Situationen häufen, wie die Nichteinhaltung der Öffnungszeiten des Standortes oder die Nichteinhaltung des Betreuungsstundenplans (z.B. unangekündigte Anwesenheit oder Abwesenheit eines Kindes, zu spätes Abholen), die die Organisation und Qualität der Kinderbetreuung maßgeblich negativ beeinflussen, da diese das Bereithalten von überzähligen Ressourcen oder das Entstehen von (durch Schließungstage abzubauenen) Überstunden zu Lasten aller Eltern und Kinder zur Folge haben. Den Dienstleistern wird künftig durch Artikel 82 §3, Artikel 119.2 §1 Absatz 3 und Artikel 119.3 §1 Absatz 2 des Erlasses die Möglichkeit gegeben, solches Verhalten einzelner Erziehungsberechtigten zu sanktionieren, administrativ (z.B. durch die Aussetzung oder Aufhebung des Betreuungsvertrages) wie auch finanziell (z.B. durch eine Strafzahlung). Die Dienstleister müssen

hierzu ein vom Minister zu genehmigendes Konzept erstellen und erhalten hierdurch die Möglichkeit, ausgehend von den bisherigen Erfahrungen situative Lösungen zu erarbeiten.

Auch muss der Umgang mit Krankheitstagen der Kinder angepasst werden. So gilt es, der deutlichen Steigerung der eintägigen Abwesenheiten entgegenzuwirken, die das aktuelle Modell der Kostenlosigkeit am ersten Tag einer durch Krankheit begründeten Abwesenheit (ohne Attest) bewirkte. De facto werden eintägige Abwesenheiten meist als „krankheitsbedingt“ beim Dienstleister gemeldet. Allerdings soll das Entgegenwirken nicht zu einer weiteren Belastung der behandelnden Ärzte durch medizinisch nicht notwendige Arzttermine führen. Angelehnt an die Regelungen, die die meisten selbstständigen Tagesmütter/-väter aktuell bereits anwenden, werden die Artikel 85, 119.2 und 119.3 des Erlasses dahingehend angepasst, dass die Kostenbeteiligung nur noch für den Zeitraum der Krankenschreibung des Kindes entfällt, der sieben aufeinanderfolgende Kalendertage überschreitet. Erst ab dem achten Kalendertag einer Krankenschreibung mit Attest entfällt künftig die Kostenbeteiligung. Die ersten sieben Tage der ärztlichen Krankenschreibung bleiben auch bei Vorlage eines Attestes kostenpflichtig.

Seit der Einführung der reformierten Kostenbeteiligung häuften sich unentschuldigte Abwesenheiten der nutznießenden Kindern/Erziehungsberechtigten. Hier ist als Ursache neben der vorgenannten Krankheitsregelung insbesondere die Kostenlosigkeit der Kinderbetreuung in gewissen Situationen zu nennen. Eine kostenlose Dienstleistung zu buchen, aber letztlich doch nicht in Anspruch zu nehmen, verknappt die Ressourcen und trägt dazu bei, dass Plätze ungenutzt bleiben während für andere Kinder kein Betreuungsplatz mehr verfügbar ist. Folglich wird künftig die Kostenlosigkeit sowohl in der Kleinkindbetreuung (Abänderung der Anlage des Erlasses) als auch in der außerschulischen Betreuung abgeschafft. Lediglich die Kostenlosigkeit der Kleinkindbetreuung, um eine in Anwendung des Dekrets vom 13. November 2023 über die Jugendhilfe und den Jugendschutz im Rahmen eines Jugendhilfevertrags vereinbarte oder durch den Jugendrichter oder das Jugendgericht angeordnete Jugendhilfemaßnahme umzusetzen, wird für den Zeitraum der Maßnahme beibehalten. Die Kleinkindbetreuung erfüllt in diesem Fall auch eine wichtige Funktion der Stabilisierung, Unterstützung und Normalisierung für das betreute Kind. Da die Jugendhilfe die Kosten für diese Betreuung in Anwendung des Dekretes vom 13. November 2023 über die Jugendhilfe und den Jugendschutz übernehmen müsste, dient hier die Beibehaltung der Kostenlosigkeit auch dem Zweck, den administrativen Aufwand der Verrechnungen zwischen Behörden zu vermeiden (Abänderung von Artikel 83 §5 Erlasses).

Gleichzeitig wird in der außerschulischen Betreuung an Schultagen das bereits sonst (in der Kleinkindbetreuung sowie an Konferenztagen und in der Fe-

rienbetreuung) geltende Prinzip „gezahlt wie geplant“ eingeführt, wodurch Erziehungsberechtigte mindestens die Kostenbeteiligung für den Zeitraum zahlen müssen, für die sie einen Betreuungsplatz buchen (Abänderung von Artikel 119.2 des Erlasses). Letztere Regelung tritt erst zu einem späteren Zeitpunkt in Kraft, da hierfür umfangreiche Anpassungen der Verwaltungssoftware erfolgen müssen.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Das ZKB nahm 2024 insgesamt 688.000,00 Euro an Elternbeteiligung in der Kleinkindbetreuung ein. Ausgehend von einer gleichmäßigen Verteilung der Betreuungseinheiten und unter Beibehaltung der prozentualen Verteilung der Erziehungsberechtigten über die verschiedenen Einkommensstufen, werden die Mehreinnahmen aufgrund der Anpassung der Tarifstruktur in der Kleinkindbetreuung insgesamt auf rund 225.000,00 Euro geschätzt. Bei den zwei anderen Dienstleistern (VoG Kleinkinder Ostbelgien und VoG Bambuschkitz) ist aufgrund ihrer Größe eine Hochrechnung wenig repräsentativ. Es ist davon auszugehen, dass diese ebenfalls Mehreinnahmen generieren werden.

Die Nichtindexierung der Referenzbeträge des Einkommens in der Kleinkindbetreuung hat ebenfalls eine Steigerung der Einnahmen in Höhe der Indexentwicklung zur Folge. In Bezug auf die Krankheitstage und weitere Abwesenheitstage liegen keine auswertbaren Daten vor, die eine Schätzung der zusätzlichen Einnahmen ermöglichen.

Das ZKB leistete in der außerschulischen Betreuung im Kalenderjahr 2025 rund 110.000 (erste bzw. einzige) künftig kostenpflichtige Betreuungsstunden an Schultagen (ohne Konferenztage) (aktueller Stundensatz 1,06 Euro). Zuzüglich der Einnahmen aufgrund der warmen Mahlzeit an Schultagen (durchschnittlich 577 Mahlzeiten pro Woche zu 2,50 Euro) können Mehreinnahmen in Höhe von rund 165.000,00 Euro für die außerschulische Betreuung an Schultagen geschätzt werden (zum Vergleich: 2024 nahm das ZKB 151.500€ an Kostenbeteiligung für die AUBE-Jahresbetreuung, einschließlich der Konferenztage ein).

TOP 7: Genehmigung des Tätigkeitsberichts des Entschuldungsfonds der Deutschsprachigen Gemeinschaft 2025

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt den Tätigkeitsbericht des Entschuldungsfonds der Deutschsprachigen Gemeinschaft für das Jahr 2025.

Die Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit wird beauftragt, den Tätigkeitsbericht dem Parlament zu übermitteln.

2. Erläuterungen:

Über den Entschuldungsfonds erhalten überschuldete Personen aus der Deutschsprachigen Gemeinschaft ein zinsloses Darlehen, um ihre Gesamtschulden zurückzuzahlen. Ein Antrag auf ein Darlehen kann nur über eine anerkannte Schuldnerberatungsstelle eingereicht werden. Eine Vergabekommission gibt zu diesem eingereichten Antrag ein Gutachten ab. In Anwendung des Delegationserlasses entscheidet der zuständige Fachbereichsleiter über die Vergabe oder Verweigerung eines Darlehens.

Artikel 14, Absatz 2 des Dekretes vom 29. April 1996 sieht vor, dass die Vergabekommission bis Ende Mai eines jeden Jahres der Regierung und dem Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft einen Tätigkeitsbericht des vergangenen Jahres vorlegt.

Der Tätigkeitsbericht enthält die rechtliche Grundlage, die Anzahl eingereicherter und angenommener bzw. abgelehnter Anträge, die Höhe und die Dauer der Darlehen, das Profil der Darlehensnehmer, die Zahlungsrückstände und die Entwicklung des Fonds.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 9: Erlass der Regierung zur ersten Neuverteilung von Zuweisungen im Ausgabenhaushalt 2026

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt gemäß Artikel 68 des Dekretes vom 25. Mai 2009 über die Haushaltsordnung der deutschsprachigen Gemeinschaft die erste Neuverteilung von Zuweisungen im Ausgabenhaushalt 2026 und verabschiedet den entsprechenden Erlass.

Der Ministerpräsident wird beauftragt, dem Parlament und dem Rechnungshof die Dokumente zwecks Kenntnisnahme zu übermitteln.

2. Erläuterungen:

Eine erste Neuverteilung wird im Ausgabenhaushalt vorgenommen, um Mittel optimal einsetzen zu können. Der im Rahmen des Ursprungshaushaltes 2026 genehmigte netto zu finanzierende Saldo in Höhe von -116.713.000 Euro für das Ministerium bleibt durch die vorliegende erste Neuverteilung unverändert.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Keine.

75. Sitzung vom 05. März 2026

TOP 3: Vertreterdatenbank: Bestellung von Vertretern der Deutschsprachigen Gemeinschaft in die Kommission für öffentliche Rechnungslegung (Commission Comptabilité publique/CCP) sowie Löschung der Kommission für die Normung der öffentlichen Rechnungslegung

1. Beschlussfassung:

Die Regierung beschließt, folgende Personen in nachfolgendem Gremium zu bestellen:

Kommission für öffentliche Rechnungslegung/ Commission Comptabilité publique (CCP)	Effektives Mitglied: Gérard Servais	Ersatz- mitglied: René Miribung
--	--	--

Die Regierung beschließt zudem, die Kommission für die Normung der öffentlichen Rechnungslegung aus der Vertreterdatenbank zu löschen.

Der Minister-Präsident, Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Die „Kommission für öffentliche Rechnungslegung“ ist ein beratendes Gremium für die regionale und föderale Rechnungslegung. Sie ist die Nachfolgerin der Kommission für die Normung der öffentlichen Rechnungslegung (CNCP). Ihre Hauptaufgabe ist die Ausarbeitung von Rechnungslegungsstandards für regionale Einrichtungen und die föderale Verwaltung.

Laut Artikel 16/2, §1, 5° des Gesetzes vom 18. Januar 2010 zur Abänderung des Gesetzes vom 16. Mai 2003 zur Festlegung der allgemeinen Bestimmungen für die Haushalte, die Kontrolle der Subventionen und die Rechnungsführung der Gemeinschaften und Regionen sowie für die Organisation der Kontrolle durch den Rechnungshof entsendet die Deutschsprachige Gemeinschaft in die Kommission für öffentliche Rechnungslegung ein effektives Mitglied sowie ein Ersatzmitglied.

Es wird vorgeschlagen, Herrn Gérard Servais als effektives Mitglied, sowie Herrn René Miribung als Ersatzmitglied zu bestellen.

Die Kommission für die Normung der öffentlichen Rechnungslegung (CNCP) ist aus der Vertreterdatenbank zu löschen.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine finanziellen Auswirkungen.

TOP 4: Vollmacht zur Unterzeichnung des Benelux-Vertrags zur Verbesserung und Stärkung der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit bei der Bekämpfung von Sozialbetrug

und Unregelmäßigkeiten im Bereich der sozialen Sicherheit sowie beim Schutz der Gesundheit und der Sicherheit am Arbeitsplatz sowie der angemessenen Arbeitsbedingungen

1. Beschlussfassung:

Die Regierung erteilt dem Außenminister oder seinem Vertreter die Vollmacht zur Unterzeichnung des „Benelux-Vertrags zur Verbesserung und Stärkung der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit bei der Bekämpfung von Sozialbetrug und Unregelmäßigkeiten im Bereich der sozialen Sicherheit sowie beim Schutz der Gesundheit und der Sicherheit am Arbeitsplatz sowie der angemessenen Arbeitsbedingungen“ in seinem Namen.

Der Ministerpräsident wird damit beauftragt, dies dem Außenminister beziehungsweise dem zuständigen Dienst des Föderalen Öffentlichen Dienstes Auswärtige Angelegenheiten mitzuteilen.

2. Erläuterungen:

Inhalt

Mit dem vorliegenden Vertrag möchten die drei Benelux-Länder ihre bereits intensive Zusammenarbeit bei der Bekämpfung des Sozialbetrugs und bei der ordnungsgemäßen Anwendung und Durchsetzung der Sozialversicherungs-gesetzgebung und des Arbeitsrechts verstärken. Dies erfolgt unter vollständiger Einhaltung der einschlägigen EU-Vorschriften und unbeschadet der Besonderheiten und Unterschiede der jeweiligen Gesetzgebungen, Regelungen und Verwaltungs-praktiken der drei Länder.

Dabei soll der institutionelle Rahmen der Benelux-Union in vollem Umfang genutzt werden, um die grenzüberschreitende Zusammenarbeit so effizient wie möglich zu gestalten.

Damit übernimmt die Benelux-Union eine Vorreiterrolle innerhalb der EU. Der Vertrag ist der erste seiner Art. Deshalb wurde auch beschlossen, ihn für den Beitritt weiterer Mitgliedstaaten zu öffnen; das Einvernehmen der drei Vertragsparteien vorausgesetzt.

Der Vertrag umfasst insgesamt acht Kapitel. Das erste Kapitel enthält die allgemeinen Bestimmungen und Grundsätze für die verstärkte Zusammenarbeit.

Die folgenden Kapitel befassen sich mit den folgenden Themen:

- abgestimmte oder gemeinsame Kontrollen oder Inspektionen im Allgemeinen (Kapitel II),
- die Zusammenarbeit im Bereich der Entsendung und Mehrfachstätigkeit im Besonderen (Kapitel III),
- die Kontrolle der Sozialversicherungsansprüche und -leistungen (Kapitel IV),
- die Zusammenarbeit bei Rückforderungen beziehungsweise Beitreibungen (Kapitel V),
- den Datenaustausch gemäß den EU-Vorschriften zum Schutz personenbezogener Daten (Kapitel VI),
- die Bestimmungen zur weiteren Umsetzung des Abkommens (Kapitel VII) und

- die Schlussbestimmungen des Abkommens einschließlich der bereits erwähnten Beitrittsmöglichkeit (Kapitel VIII).

Zuständigkeit

Der Anknüpfungspunkt für die Deutschsprachige Gemeinschaft ist die Sozialgesetzgebung in Form der Familienzulagen. Es handelt sich hierbei um eine Gemeinschaftsmaterie.

Bei vorliegendem Vertrag handelt es sich folglich um einen „Gemischten Vertrag“ im Sinne von Artikel 167 §4 der Verfassung, wie die Arbeitsgruppe für Gemischte Verträge am 12. November 2025 feststellte.

Der Vertrag soll bereits am 9. März 2026 unterzeichnet werden.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine direkten Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 7: Beschluss zur Vergabe eines öffentlichen Dienstleistungsauftrags über einen Honorarvertrag zwecks Erstellung von Schätzungsgutachten für den gesamten Immobilienpark, der sich im Besitz der Deutschsprachigen Gemeinschaft befindet

1. Beschlussfassung:

Die Regierung beschließt, folgenden Dienstleistungsauftrag an den nachfolgend genannten Bieter zu vergeben:

- Los 1: AURERE AG als erstklassierter Bieter auf Grundlage des Lastenheftes mit der Referenz FbINFRA.NaH/04.01-00.5591/25.101 und des am 8. Oktober 2025 eingereichten Angebots;
- Los 2: AURERE AG als erstklassierter Bieter auf Grundlage des Lastenheftes mit der Referenz FbINFRA.NaH/04.01-00.5591/25.101 und des am 8. Oktober 2025 eingereichten Angebots;
- Los 3 Bütgenbach - Worriken: AURERE AG als erstklassierter Bieter auf Grundlage des Lastenheftes mit der Referenz FbINFRA.NaH/04.01-00.5591/25.101 und des am 8. Oktober 2025 eingereichten Angebots;
- Los 4: AURERE AG als erstklassierter Bieter auf Grundlage des Lastenheftes mit der Referenz FbINFRA.NaH/04.01-00.5591/25.101 und des am 8. Oktober 2025 eingereichten Angebots;
- Los 5: AURERE AG als erstklassierter Bieter auf Grundlage des Lastenheftes mit der Referenz FbINFRA.NaH/04.01-00.5591/25.101 und des am 8. Oktober 2025 eingereichten Angebots;

- Los 6: AURERE AG als erstklassierter Bieter auf Grundlage des Lastenheftes mit der Referenz FbINFRA.NaH/04.01-00.5591/25.101 und des am 8. Oktober 2025 eingereichten Angebots;
- Los 7: AURERE AG als erstklassierter Bieter auf Grundlage des Lastenheftes mit der Referenz FbINFRA.NaH/04.01-00.5591/25.101 und des am 8. Oktober 2025 eingereichten Angebots;
- Los 8: AURERE AG als erstklassierter Bieter auf Grundlage des Lastenheftes mit der Referenz FbINFRA.NaH/04.01-00.5591/25.101 und des am 8. Oktober 2025 eingereichten Angebots.

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

2.1 Kontext

Die Deutschsprachige Gemeinschaft ist Eigentümerin zahlreicher Immobilien. Dabei handelt es sich neben Verwaltungsgebäuden, Schulen und Grundstücken auch um Wohnhäuser, zwei Burgruinen, denkmalgeschützte Gebäude, touristische Unterkünfte sowie ein Kino. Um den aktuellen Wert für das bilanzielle Anlagevermögen zu ermitteln, bedarf es eines Schätzungsgutachtens des gesamten Immobilienparks, der sich im Besitz der Deutschsprachigen Gemeinschaft befindet.

Der Auftrag besteht in der Bewertung der Grundstücke sowie der Immobilien unter Berücksichtigung des aktuellen Zustands. Der Bericht des Gutachters soll nachstehende Informationen enthalten:

- eine Beschreibung der Immobilie, wie sie vom Experten während des Besuchs wahrgenommen wurde
- mögliche Flächenangaben der einzuschätzenden Immobilien. Ein genaues Aufmaß ist jedoch nicht erforderlich.
- Informationen über die wesentlichen Merkmale der Immobilie, die Einfluss auf den Wert haben können
- eine Erläuterung der verschiedenen Bewertungsmethoden
- eine quantifizierte Interpretation der oben genannten Werte

Die Berichte bzw. Schätzungswerte werden pro Gebäude/Gebäudekomplex oder Grundstück einzeln erstellt.

2.2 Veröffentlichungsverfahren

Das in der Regierungssitzung vom 17. Juli 2025 genehmigte Lastenheft wurden am 1. September 2025 zur Bekanntmachung im belgischen Anzeiger der Ausschreibungen versendet.

Potenzielle Bieter hatten bis zum 10. Oktober 2025 Zeit, um ein Angebot via e-Procurement abzugeben. Für alle Lose wurde lediglich je ein Angebot abgegeben, sodass eine Vergabe erfolgen kann.

Das Lastenheft sah vor, dass die Lose entweder einzeln oder zusammen an einem Bieter vergeben werden konnten.

2.3 Auftragsvergabe

Bei der Öffnung des Angebots lag ein Angebot je Los vor. Bei der Prüfung der Angebotsunterlagen wurde festgestellt, dass der Bieter grundsätzlich den Bestimmungen zum Zugangsrecht und den Auswahlkriterien genügte. Demzufolge konnte das Angebot somit für die Auswertung berücksichtigt werden.

Das eingereichte Angebot wurde auf seine Ordnungsmäßigkeit hin geprüft. Im Anschluss an diese Überprüfung stand fest, dass das Angebot keine Unregelmäßigkeit aufwies.

Die Auswertung des Angebots kam für jedes der 8 Lose zu folgendem Ergebnis:

Der Bieter AURERE AG erreicht für jedes Los 100/100 Punkte.

Dieses Resultat ist dadurch begründet, dass punkto Preis keine weiteren Angebote eingereicht wurden, die einen direkten Vergleich ermöglicht hätten. Der Preis liegt aber im Vergleich zu bisherigen Kostenvoranschlägen für Schätzungen im preislichen Rahmen. Hinzu gewährt der Bieter einen 10 prozentigen Nachlass, wenn dieser für alle Lose beauftragt wird.

Beide Teammitglieder sind Mitglied der UGEB-ULEB (Union des Géomètres-Experts) und der TEGOVA (European Group of Valuers' Associations). Herr Aussems ist als Gerichtsgutachter für die Gerichte in Eupen, Verviers und Lüttich sowie beim Appellationshof Lüttich eingetragen. Herr Speybrouck ist in der Kammer der Landvermesser-Gutachter eingetragen, von der flämischen Regierung anerkannt und vor dem Gericht erster Instanz in Brüssel verteidigt worden. Von der Ausbildung her, ist Herr Aussems Architekt und Herr Speybrouck Vermessungsingenieur. Zu den Sprachkenntnissen liegen keine Angaben vor, das Angebot wurde jedoch in deutscher Sprache erstellt. Eine Kopie der Diplome bzw. Eintragungen in den Kammern liegt nicht vor.

Die Firma Aurere hat bereits Erfahrung im Bewerten von öffentlichen Immobilien und hat diesbezüglich dem Angebot zwei Referenzen vorgelegt. Auch lagen die fünf angefragten Referenzen sowie eine Kurzbeschreibung von unterschiedlichen Immobilien vor.

Der Honorarauftrag zwecks Erstellung eines Schätzungsgutachtens des gesamten Immobilienparks der Deutschsprachigen Gemeinschaft kann somit an den Bieter Aurere AG als Erstklassierter auf Grundlage des Lastenheftes mit der Referenz FbIN-

FRA.NaH/04.01-00.5591/25.101 und des am 8. Oktober 2025 eingereichten Angebots vergeben werden.,

3. Finanzielle Auswirkungen:

Die notwendigen Mittel sind im Haushalt 2026 im OB 70 – PR 01 – ZW 71.01 vorgesehen. Aus dem Projekt 5786 (Ankauf verschiedener Gebäude und Gelände) werden im Rahmen der Neuverteilung 700.000 € entnommen und dem Projekt 5785 Schätzung Immobilienpark hinzugefügt. Demzufolge befinden sich im Projekt 5785 genügend Mittel für die Beauftragung des Bieters.

TOP 8: Erlass der Regierung zur Bestellung der Mitglieder der Einspruchskammer für das konfessionelle freie subventionierte Unterrichtswesen

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet den Erlass zur Bestellung der Mitglieder der Einspruchskammer für das konfessionelle freie subventionierte Unterrichtswesen.

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Die Einspruchskammer des konfessionellen freien subventionierten Unterrichtswesens befasst sich mit Einsprüchen von Personalmitgliedern gegen eine Entlassung aufgrund einer Unvereinbarkeit, gegen einen Beurteilungs- bzw. Bewertungsbericht, gegen eine vorzeitige Entlassung und gegen eine Disziplinarstrafe. Die einzelnen Fälle sind im Dekret vom 14. Dezember 1998 zur Festlegung des Statuts der subventionierten Personalmitglieder des freien subventionierten Unterrichtswesens und des freien subventionierten Psycho-Medizinisch-Sozialen Zentrums angeführt.

Die Einspruchskammer setzt sich zusammen aus:

- einer gleichen Anzahl Vertreter der Träger und der Personalmitglieder des freien subventionierten Unterrichtswesens. Es gibt für jede Kategorie ebenso viele Ersatzmitglieder wie effektive Mitglieder;
- einem Präsidenten und zwei stellvertretenden Präsidenten;
- einem Sekretär und einem beigeordneten Sekretär.

Da die Dauer der Mandate auf vier Jahre begrenzt ist, wird die Einspruchskammer durch vorliegenden Erlass neu besetzt und der Erlass der Regierung vom 3. März 2022 zur Bestellung der Mitglieder der Einspruchskammer für das konfessionelle freie subventionierte Unterrichtswesen aufgehoben.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 10: Abänderungsvorschläge zum Dekretentwurf über Maßnahmen im Unterrichtswesen und in der Ausbildung 2026

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in erster Lesung die Abänderungsvorschläge zum Dekretentwurf über Maßnahmen im Unterrichtswesen und in der Ausbildung 2026.

Die Regierung beschließt, die Abänderungsvorschläge dem Sektorenausschuss XIX der Deutschsprachigen Gemeinschaft sowie dem Unterausschuss für Lokal- und Provinzialbehörden zwecks Verhandlung vorzulegen.

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

1. **Einführung Von Dienstleistungspersonal Im Unterrichtswesen (Artikel 1, 1.1, 1.2, 1.3, 2.1, 2.2, 2.3, Artikel 3 Nummern 2 Und 3, Artikel 3.1, 3.2, 3.3, Artikel 4 Nummern 2 Und 3, Artikel 4.1, 4.2, 4.3, 5.1-5.5, 10.1, 10.2, 10.3, 16.1, 16.2, 25.1-25.7, 37.1, 38, 39.2, 39.3, 40.1, 40.2, 40.3, 41.1, 41.2, 47.1, 47.2, 57.7, 57.8, Artikel 58 Nummern 2 Und 3, Artikel 58.1, 58.2, Artikel 59 Nummern 2 Und 3, Artikel 59.1, 60.1-60.5, 65.1, 65.2, 65.3, Artikel 68 Nummern 2 Und 3, Artikel 68.1, 68.2, Artikel 69 Nummern 2 Und 3, Artikel 69.1, 69.2, 69.3, 72.1, 72.2, 72.3, 78.1, 78.2, 78.3, 79.1-79.8, Artikel 83 Nummer 1, Artikel 83.1, Artikel 87 Nummer 1, Artikel 91.1-91.4, Artikel 94 Nummern 2 Und 4, Artikel 95 Nummern 2 Und 4, Artikel 96.1 Und 101.1)**

Inkrafttreten: 1. September 2026 mit Ausnahme des Artikels 10.1 zum Bewerbungsauftrag GUW, der am Tag der Verabschiedung des Dekrets in Kraft tritt.

Durch vorliegende Maßnahme werden im Unterrichtswesen das Amt des Busfahrers und des Logistikers geschaffen.

- a) Allgemeine Begründung für die Einführung des Amtes Busfahrer

Derzeit werden die Busfahrer, die für die Beförderung von Förderschülern des Zentrums für Förderpädagogik (ZFP) sowie für andere therapeutische oder logistische Fahrten im Norden und im Süden

der Deutschsprachigen Gemeinschaft zuständig sind, vom Dienst mit getrennter Geschäftsführung Service und Logistik beschäftigt und über einen Dienstleistungsvertrag dem ZFP zugewiesen. Über diesen Dienstleistungsvertrag wird ermöglicht, für spezifisch ausgewiesene Tätigkeiten, die mit dem Arbeitsvertrag der Mitarbeiter im Einklang sind, dass der Direktor des ZFPs Arbeitsanweisungen an die Busfahrer erteilen und die organisatorischen Abläufe eigenständig planen und verwalten kann. Dem ZFP wird ermöglicht, die Dienstpläne einzelner Mitarbeiter festzulegen, Arbeitszeiten zu gestalten und zu kontrollieren sowie die Urlaubsplanung mit den Mitarbeitern gemäß Arbeitsordnung von Service und Logistik vorzunehmen. Andererseits darf das ZFP dem überlassenen Personal andere allgemeine Anweisungen (über den Dienstleistungsvertrag hinaus) erteilen, allerdings nur in einem ganz eng umgrenzten Bereich, und zwar ausschließlich im Rahmen seiner gesetzlichen Pflichten zur Sicherheit und zum Wohlbefinden am Arbeitsplatz (z. B. Brandschutz, Erste Hilfe, Sicherheitsunterweisung, Fluchtwege, Unfallverhütung).

Mit anderen Worten erlaubt die Gesetzgebung unter gewissen Voraussetzungen einen zeitweiligen teilweisen Übertrag verschiedener Aspekte des Weisungsrechts, ohne dass dies als Übertrag des Weisungsrechts als solches (und somit als gesetzeswidrige Arbeitnehmerüberlassung) zu betrachten wäre. Im Gegensatz dazu gelten folgende Aspekte des Weisungsrechts als wesentliche Bestandteile der Autorität des Arbeitgebers und können daher nicht auf einen Dritten, in diesem Fall dem ZFP, übertragen werden: die Einstellung von Arbeitnehmern, der Karriereplan, die Festlegung oder Änderung der Funktion und Aufgaben des Arbeitnehmers, alle Fragen in Bezug auf die Vertragsbeendigung, Disziplinarmaßnahmen usw.

Es hat sich herausgestellt, dass die heutige Handhabung über einen Dienstleistungsvertrag zwar einen rechtlichen Rahmen schafft, die Arbeitnehmerüberlassung umzusetzen, jedoch das geteilte und zeitweilige Weisungsrecht und der enge Rahmen, der durch den Dienstleistungsvertrag vorzusehen ist, zum einen Unsicherheiten, eine zu geringe Flexibilität und ein großes Risiko der Sicherheits- und Vertragsverletzung mit sich bringen.

In Situationen der Vertragsverletzung, bspw. durch das Durchführen von Tätigkeiten, die nicht über den Dienstleistungsvertrag abgedeckt sind, durch eine fehlende oder mangelhafte Einweisung in den Dienst inkl. Informationen zum Arbeitsschutz, durch überschrittene Arbeitszeitregelung usw., ist Service und Logistik objektiv dazu gezwungen, den Dienstleistungsvertrag zu beenden, um weitere rechtswidrige Überlassungen zu verhindern und Haftungsrisiken zu vermeiden (strafrechtlich wegen unerlaubter Arbeitnehmerüberlassung sowie versicherungsrechtlich bei Unfällen oder Schäden im Rahmen der unerlaubten Tätigkeiten).

Aus den o.e. Gründen und Risiken für beide Vertragsparteien sowie für die Busfahrer, ist von einer Fortführung dieser Form der Arbeitgeberüberlassung zukünftig abzusehen und das Weisungsrecht ausschließlich im Gemeinschaftsunterrichtswesen bzw. im ZFP anzusiedeln.

Im Sinne der Gleichbehandlung wird das Amt des Busfahrers ebenfalls für das freie und offiziell subventionierte Unterrichtswesen eingeführt, so dass im Bedarfsfall darauf zurückgegriffen werden kann.

b) Allgemeine Begründung für die Einführung des Amtes Logistiker

Für die Schulen des Gemeinschaftsunterrichtswesen werden die sogenannten schulnahen Dienstleistungen zentral durch den Dienst mit getrennter Geschäftsführung Service und Logistik umgesetzt. Unter den schulnahen Dienstleistungen werden Tätigkeiten verstanden, die weder der Unterhalts- noch der Reinigungsarbeit zuzuordnen sind und nicht vorgenommen werden an Gebäudeinfrastruktur oder technischer Ausstattung: Logistikfahrten, die zeitweilige Umgestaltung von Räumlichkeiten für Versammlungen oder Veranstaltung, die Annahme von Waren und der schulinterne Transport dieser, der Aufbau von kleinem Mobiliar, das Umstellen von Möbeln usw. Diese schulnahen Tätigkeiten wurden bislang durch das Anfragen eines Dienstleistungsauftrags an Service und Logistik erbracht und mittels eines digitalen Auftragssystems verwaltet, in Zeitkontingente umgerechnet und letztlich Mitarbeitern zugewiesen. Es hat sich herausgestellt, dass dieses Dienstleistungssystem für Service und Logistik und für die Schulen unzureichend flexibel ist und beide Parteien vor große organisatorische Herausforderungen stellt. So ist es oftmals auf Grund von unzureichenden Stundenkontingenten, kurzfristiger Personalverfügbarkeit und nicht ausreichender Vorlaufzeit nicht gelungen, den Bedarfen der Schulen gerecht zu werden. Um die Schulen des Gemeinschaftsunterrichtswesens und den Dienst Service und Logistik handlungsfähiger zu machen, sollen fortan Logistiker, die unter direkter Weisung des Schulleiters stehen, die oben beschriebenen Aufgaben von schulnahen Dienstleistungen wahrnehmen.

Da es sich beim Amt des Busfahrers und des Logistikers um Dienstleistungsfunktionen handelt, wird die bereits bestehende Kategorie des Verwaltungspersonal umbenannt in Verwaltungs- und Dienstleistungspersonal, was zur Folge hat, dass eine Vielzahl von bestehenden Rechtstexten anzupassen sind, um dieser neuen Terminologie Rechnung zu tragen.

Beide Ämter werden als Anwerbungsamt in der Kategorie des Verwaltungs- und Dienstleistungspersonal angesiedelt.

c) Zugang zum Amt des Busfahrers

Zugang zu diesem Amt des Busfahrers erhalten Personen, die über einen der folgenden erforderlichen Befähigungsnachweise verfügen:

- mindestens ein Diplom der Unterstufe des Sekundarunterrichts ergänzt um:
 - einen gültigen Busführerschein der Kategorie D und
 - eine gültige ärztliche Fahrtauglichkeitsbescheinigung für die Gruppe 2 und
 - einen gültigen Berufsbefähigungsnachweis (Kode 95) oder einen Fahrerqualifizierungsnachweis
- ein Gesellenzeugnis ergänzt um:
 - einen gültigen Busführerschein der Kategorie D und
 - eine gültige ärztliche Fahrtauglichkeitsbescheinigung für die Gruppe 2 und
 - einen gültigen Berufsbefähigungsnachweis (Kode 95) oder einen Fahrerqualifizierungsnachweis

Die Busse, die derzeit im ZFP Einsatz finden, setzen die Notwendigkeit eines Führerscheins der Kategorie D voraus, d.h. für einen Bus mit einem zulässigen Gesamtgewicht von über 7,5 Tonnen.

Die Inhaber eines Führerscheins der Klasse D müssen im Führerschein das Datum einer gültigen ärztlichen Tauglichkeitsbescheinigung vorweisen können (Feld 11 auf der Rückseite des Führerscheins). Eine solche Bescheinigung wird nur von einem Arzt, der als Arbeitsmediziner anerkannt ist, ausgestellt. Diese Bescheinigung muss bei der Führerscheinstelle vorgelegt werden und das vom Arzt vermerkte Datum wird in der Folge in einem neu ausgestellten Führerschein eingetragen. Diese Untersuchungen sind unabhängig vom Alter des Führerscheininhabers mindestens alle 5 Jahre durchzuführen. Je nach Gesundheitszustand des Busfahrers kann der Arzt die Gültigkeit befristen auf 1 Jahr, 3 Jahre oder 5 Jahre. Im Führerscheinrecht spricht man hier von einem ärztlichen Attest für die Gruppe 2, d.h.: Fahrzeuge der Führerscheinklassen C + D.

Berufskraftfahrer, die über keine gesetzliche Freistellung verfügen, müssen Inhaber der Berufsbefähigungsnachweises (Kode 95) sein. Die Basisschulung zum Erlangen des Berufsbefähigungsnachweises erfolgt in Belgien über eine anerkannte Fahrschule. Die verpflichtenden Weiterbildungen innerhalb eines Zeitraums von 5 Jahren (das Gültigkeitsdatum ist im Feld 12 auf der Rückseite des Führerscheins ersichtlich) erfolgen durch die anerkannten Weiterbildungszentren. In Belgien sind die Regionen zuständig für die Anwendung des Führerscheingesetzes und die Gesetzgebung der Aus- und Weiterbildung der Berufskraftfahrer. In den 3 Regionen wird das Gültigkeitsdatum im Feld 12 des Führerscheins vermerkt; jedoch kann jeder EU-Mitgliedsstaat vorsehen, dass dieses Datum auf einem sogenannten „Fahrerqualifizierungsnachweis“ eingetragen wird.

Ein Fahrer darf an diesen o.e. verpflichtenden Weiterbildungen in Form von Modulschulungen nur in dem Land teilnehmen, indem er seinen 1. Wohnsitz oder seinen Arbeitsvertrag hat. Für die Busfahrer

beinhalten diese drei Module Themenbereiche wie das wirtschaftliche Fahren (Eco-Drive), die gültigen Sozialvorschriften (Lenk- und Ruhezeiten, Gebrauch des Tachos) und zur Auswahl für das dritte Modul entweder Unfallvorbeugung, 1. Hilfe oder Verkehrsrecht.

d) Zugang zum Amt des Logistikers

- mindestens ein Diplom der Unterstufe des Sekundarunterrichts ergänzt um einen Führerschein der Kategorie B;
- ein Gesellenzeugnis ergänzt um einen Führerschein der Kategorie B.

e) Stellenkapital

In Bezug auf das Stellenkapital für das Amt des Busfahrers ist vorgesehen, dass entsprechend dem aktuellen Bedarf 3 Vollzeitstellen im Fördersekundarschulwesen geschaffen werden. Darüber hinaus wird die Möglichkeit geschaffen, Stellen im Amt des Aufsehers-Erziehers ganz oder teilweise in zusätzliche Stellen im Amt des Busfahrers oder des Logistikers umzuwandeln.

Es wird vorgesehen, dass Regelsekundarschulen höchstens eine Stelle im Amt des Aufsehers-Erziehers in eine Stelle im Amt des Logistikers umwandeln können. Es werden keine zusätzlichen Stellen geschaffen.

Es wird ebenfalls vorgesehen, dass die Autonome Hochschule Ostbelgien sowie das Zentrum für die gesunde Entwicklung von Kindern und Jugendlichen Stellen im Amt des Logistikers organisieren können, ohne dass das aktuell verfügbare Stellenkapital erhöht wird.

Der Schulträger kann das Stellenkapital im Amt des Busfahrers bei der zeitweiligen Bezeichnung oder Einstellung sowie bei der definitiven Ernennung oder Einstellung auf mehrere Personalmitglieder verteilen.

f) Aufgaben des Busfahrers

Der Busfahrer ist für die Erledigung nachfolgender Aufgaben zuständig:

- Tägliche Schülerbeförderung gemäß Schulöffnungszeiten und Schulkalender;
- Durchführung von wöchentlichen oder außerordentlichen Fahrdiensten im Rahmen schulischer Veranstaltungen, Projekten, Außenterminen oder therapeutischer Maßnahmen;
- Durchführung logistischer Fahrten, insbesondere Transport von Materialien, Dokumenten und Ausstattung zwischen den Standorten der Schule oder externen Partnerinstitutionen;
- Sicherstellung einer ordnungsgemäßen Aufnahme, Betreuung und Begleitung der Schülerinnen und Schüler während der Fahrt, einschließlich Unterstützung beim

Ein- und Aussteigen und beim Sichern von Mobilitätshilfen;

- Kontrolle des verkehrs- und betriebssicheren Zustandes des Fahrzeugs, insbesondere vor Fahrtantritt;
- Unterstützung und Beratung der Schulleitung bei der Verwaltung des Fahrzeug-Fuhrparks und bei der Planung der Fahrten;
- Reinigung und Unterhalt der Busse;
- Gewährleistung der technischen Kontrollen sowie Meldung festgestellter technischer Mängel;
- Wahrnehmung von Logistikaufgaben sowie Unterstützung bei der Vorbereitung und Durchführung schulischer Veranstaltungen, insbesondere durch Transport und Bereitstellung von Materialien, Geräten oder Mobiliar;
- Teilnahme an jährlichen und periodischen Führerscheinschulungen;
- Teilnahme an periodischen Erste-Hilfe-Kursen;
- Persönliche Fort- und Weiterbildung;
- Umsetzung und Kontrolle der gültigen Sicherheitsrichtlinien;
- Teilnahme an Personalversammlungen und Koordinationsversammlungen;
- Führung eines Fahrtenbuches inklusive der Dokumentation von Fahrten, Transporten sowie besonderen Vorkommnissen, gemäß den internen Vorgaben der Schule oder des Schulträgers.
- Aufgaben, die dazu beitragen, das Schulprojekt zu verwirklichen.

g) Aufgaben des Logistikers

Der Auftrag des Logistikers umfasst vor allem folgende Aufgaben:

- Vorbereitung und Umgestaltung von Unterrichts- und Schulräumen:
 - Bereitstellen, Anordnen und Anpassen von Mobiliar, Unterrichtsmaterialien und technischer Ausstattung;
 - Umgestaltung von Räumen für unterschiedliche Nutzungen;
 - Versetzung von Möbeln;
 - Ausgenommen sind Installations- oder Montagearbeiten an technischen Geräten.
- Transport- und Logistikaufgaben:
 - Durchführung von Hol- und Bringdiensten innerhalb und außerhalb der Schule;
 - Transport, Aufbau und Demontage von Möbeln, didaktischem Material und Ausstattungselementen;
 - Kurierfahrten sowie Beschaffung und Verteilung von Materialien;
 - Unterstützung bei der Bereitstellung von Arbeits- und Unterrichtsmaterialien;
 - Beflaggen, Anbringen von Aufklebern;

- Organisatorische Unterstützung bei schulischen Veranstaltungen:
 - Auf- und Abbau von Mobiliar;
 - Transport und Bereitstellung von Ausstattungselementen für Veranstaltungen;
- Warenannahme und Lagerhaltung:
 - Organisation und Durchführung der Warenannahme, einschließlich Kontrolle der Lieferungen auf Vollständigkeit und Unversehrtheit;
 - Fachgerechte Zwischenlagerung und Weiterleitung an zuständige Stellen;
 - Mitwirkung bei der Organisation der Lagerhaltung und Umlagerungen;
- Kontrolle und Meldung von Mängeln:
 - Durchführung einfacher Sichtkontrolle auf offensichtliche Auffälligkeiten wie Ordnung, Sauberkeit, Zugänglichkeit, offensichtliche Schäden oder Gefahrenquellen
 - Meldung festgestellter Schäden oder sicherheitsrelevanter Auffälligkeiten an die zuständigen Stellen ohne eigenständiges technisches Eingreifen und ohne Eingriff in Gebäudestrukturen oder elektrische Anlagen.
- Teilnahme an Personalversammlungen;
- Persönliche Fort- und Weiterbildung;
- Aufgaben, die dazu beitragen, das Schulprojekt zu verwirklichen.

h) Allgemeines für beide Ämter

Die Wochenarbeitszeit beläuft sich in beiden Ämtern bei einer Vollzeitbeschäftigung pro Woche durchschnittlich 38 Stunden zu 60 Minuten. Der Durchschnitt wird innerhalb einer Referenzperiode von vier Monaten ermittelt.

Es ist keine zeitweilige Bezeichnung oder definitive Ernennung eines Personalmitglieds gestattet, das nicht über den erforderlichen Befähigungsnachweis für das Amt des Busfahrers bzw. des Logistikers verfügt.

In punkto Sprachanforderungen wird für beide Ämter eine ausreichende Beherrschung der deutschen Sprache eingefordert.

Eine zeitweilige Bezeichnung oder definitive Ernennung als Busfahrer oder Logistiker endet von Amts wegen ohne Kündigungsfrist, wenn das Personalmitglied die für das ausgeübte Amt festgelegten Bezeichnungs- oder Ernennungsbedingungen nicht mehr erfüllen sollte. Diese Bestimmung findet keine Anwendung, wenn ein Führerscheinentzug für höchstens 15 Kalendertage erfolgt.

Für beide Ämter gelten in punkto Jahresurlaub jene Bestimmungen, die in der betreffenden Einrichtung bislang auf das Verwaltungspersonal Anwendung.

Die Besoldung und auch der Zugang zu den Urlaubsformen des Unterrichtswesens erfolgt gemäß denselben Bestimmungen, wie sie für das Verwaltungspersonal gelten.

Eine Übergangsregelung im Statut des Gemeinschaftsunterrichtswesens sieht vor, dass der Bewerbungsauftrag für eine zeitweilige Bezeichnung im Amt des Logistikers oder des Busfahrers für das Schuljahr 2025-2026 zwischen dem Tag der Verabschiedung des Dekrets vom ... über Maßnahmen im Unterrichtswesen 2025 und dem 31. August 2025 erfolgen darf.

2. Anpassung der Zugangsbedingungen zum Amt des Middle Managers (Artikel 4.4 und 59.2)

Inkrafttreten: 1. September 2026

- i) Bislang können die Stellen im Amt des Middle Managers nur von Personalmitgliedern besetzt werden, die mindestens ein Diplom des Hochschulwesens ersten Grades oder einen Meisterbrief besitzen, die Bezeichnungsbedingungen für ein Amt der Kategorie des Lehrpersonals erfüllen und eine nützliche Berufserfahrung von mindestens drei Jahren aufweisen. Da jedoch Querschnittsaufgaben wie beispielsweise die Koordination, Implementierung, Umsetzung und Vermittlung von fächerübergreifenden Kompetenzen in den Bereichen der Medienbildung, der politischen Bildung und der Berufswahlorientierung sowie die Begleitung im Bereich Nachteilsausgleich/Notenschutz gewinnbringend von qualifizierten Personalmitgliedern anderer Personalkategorien (z.B. Aufseher-Erziehern, Sozialassistenten, ...) übernommen werden können, wird vorgeschlagen, den Zugang zum Amt des Middle Managers auszuweiten auf Personalmitglieder, die die Bezeichnungsbedingungen für ein Amt der Kategorie des Erziehungshilfs- oder des sozialpsychologischen Personals erfüllen. Die Bedingung, dass das Personalmitglied mindestens über ein Diplom des Hochschulwesens ersten Grades oder über einen Meisterbrief verfügen und eine nützliche Berufserfahrung von mindestens drei Jahren aufweisen muss, bleibt dabei auch für diese Personalmitglieder gültig.

3. Stellenkapital des Zentrums für Förderpädagogik, des Förderschulwesens und der Internate (Artikel 39.1, 41.3, 41.4 und 41.5)

Inkrafttreten: 1. September 2026

Das Stundenkapital für das Förderschulwesen, für die Integration von Schülern mit sonderpädagogischem Förderbedarf im Regelschulwesen, für zusätzliche halbe Stellen in Fördergrundschulen, für zusätzliche ganze Stellen in Fördersekundarschulen, für zusätzliche 3,75 Stellen im Amt des Aufsehers-

Erziehers in Fördersekundarschulen und 2,5 Stellen im Amt des Internatsaufsehers im Internat des Zentrums für Förderpädagogik wird in den Artikeln 5ter, 53ter §7, 53quater §2 und 53sexies §§1 und 2 des Dekretes vom 27. Juni 1990 zur Bestimmung der Weise, wie die Dienstposten für das Personal im Förderschulwesen festgelegt werden, geregelt.

In den Artikeln 5ter und 53quater §2 ist festgelegt, dass dieses Stundenkapital für die Schuljahre 2009-2010 bis einschließlich 2026-2027 gilt; laut Artikel 53ter §7 gilt dieses Stundenkapital für die Schuljahre 2015-2016 bis zum Schuljahr 2026-2027 einschließlich. In Artikel 53sexies §1 und §2 werden die zusätzlichen Stellen für die Schuljahre 2022-2023 bis zum Schuljahr 2026-2027 einschließlich gewährt.

In Erwartung der Verabschiedung eines Dekrets, in dem das Stellenkapital im Unterrichtswesen der Deutschsprachigen Gemeinschaft neugestaltet wird, schlägt die Regierung vor, dieses Stellenkapital bis zum Schuljahr 2028-2029 zu verlängern.

4. Flexibilisierung der Übertragung von nicht beanspruchten Urlaubstagen auf das nächste Kalenderjahr bei Kaleido-Ostbelgien (Artikel 95.1)

Inkrafttreten: 1. September 2026

Bisher konnten Personalmitglieder bei Kaleido Ostbelgien maximal zehn nicht in Anspruch genommene Urlaubs- oder Überstundentage auf das nächste Kalenderjahr übertragen. Da sich die Übertragung von zehn Tagen in der Praxis als zu knapp erwiesen hat und um zu gewährleisten, dass Kaleido Ostbelgien seine Dienstleistungen auch zum Ende des Kalenderjahres hin während der Schulzeiten effizient aufrechterhalten kann, wird vorgeschlagen, dass der Direktor in begründeten Fällen, die Übertragung von mehr als zehn Tagen genehmigen kann.

5. Abänderung des Königlichen Erlasses vom 25. Oktober 1971 (Artikel 19.1 und 19.2)

Inkrafttreten: 1. September 2026

In Artikel 32 Absatz 1 und Artikel 33 Absatz 1 des Königlichen Erlasses vom 25. Oktober 1971 zur Festlegung des Statuts der Primarschullehrer, Lehrer und Inspektoren für katholische, protestantische, israelitische, orthodoxe, islamische und anglikanische Religion in den Lehranstalten der Deutschsprachigen Gemeinschaft wird auf das Kapitel über die Disziplinarordnung und über die vorsorgliche vorübergehende Amtsenthebung des Königlichen Erlasses zur Festlegung des Statuts der Personalmitglieder des Gemeinschaftsunterrichtswesens. Es wird auf den Artikel 121quaterdecies anstatt auf

den Artikel 121quinquiesdecies des Königlichen Erlasses vom 22. März 1969 Königlicher Erlass verwiesen. Die Regierung schlägt vor diese Verweisfehler zu korrigieren.

6. Anpassung der Besoldung im Falle von Sonderauftrag oder Kabinetttätigkeit eines Personalmitglieds, das ein Auswahl- oder Beförderungsamts bei Kaleido bekleidet (Artikel 80.1)

Inkrafttreten: 1. Januar 2026

Im Rahmen einer Dekretanpassung im Jahr 2023 wurde vorgesehen, dass Personalmitglieder in Leitungsfunktionen, denen ein Urlaub wegen eines Auftrags im Interesse des Unterrichtswesens oder ein Urlaub zwecks Amtsausübung in einem ministeriellen Kabinett gewährt wird, während dieser Beurlaubung nicht mehr die an das Leitungsamt geknüpfte Besoldung beziehen, sondern – ähnlich wie im Anwerbungsamt – auf Grundlage ihres Diploms besoldet werden. Diese Regelung wurde u.a. auch im Dienstrecht des Zentrums für die gesunde Entwicklung von Kindern und Jugendlichen für das Amt des Direktors, des Koordinators und des Zweigstellenleiters vorgesehen. Allerdings wurde hier fälschlicherweise auf die Baremen des Unterrichtswesens und nicht auf die Baremen, die auf die Personalmitglieder des Zentrums für die gesunde Entwicklung von Kindern und Jugendlichen Anwendung finden, verwiesen. Die Regierung schlägt vor, diesen Verweisfehler zu korrigieren.

7. Stellenkapital und Finanzierung für Internate (Artikel 38.1, 38.2, 38.3, 38.4 und 44.1)

Inkrafttreten: 1. September 2026

Hintergrund der Maßnahme ist die seit Jahren zu beobachtende stark rückläufige Entwicklung der Internatsschülerzahlen in den subventionierten Internaten der Deutschsprachigen Gemeinschaft an der Bischöflichen Schule und der Maria-Goretti-Sekundarschule. In der Folge erreichen die Internate derzeit getrennt betrachtet nicht mehr die gesetzlich vorgeschriebene Mindestnorm von 30 Internatsschülern, die Voraussetzung für eine Subventionierung ist.

Trotz dieser quantitativen Entwicklung bleibt die gesellschaftliche und pädagogische Bedeutung der Internate hoch. Der Charakter der Internatsschülerschaft hat sich in den letzten Jahren verändert. Heute besuchen vermehrt Schülerinnen und Schüler die Internate, die ausgeprägte Lernschwierigkeiten oder komplexe soziale Hintergründe aufweisen und daher auf eine engmaschige, ganztägige Betreuung angewiesen sind. Die Internate leisten in diesem Kontext einen wesentlichen Beitrag zur sozialen Integration und individuellen Förderung.

Die Regierung schlägt daher vor, die Mindestnorm auf 21 Internatsschüler zu senken.

Die Regierung schlägt ebenfalls vor, die Pauschalsubvention anzupassen. Diese Anpassung trägt der Tatsache Rechnung, dass die mit der Mindestnorm verbundenen Fixkosten eines Internats teils in Relation zur Schülerzahl stehen. Während die Absenkung der Mindestnorm von 30 auf 21 Schüler kleineren Internaten ermöglicht, weiterhin subventioniert zu werden und ihr pädagogisches Angebot aufrechtzuerhalten, gewährleistet die anteilige Kürzung der Pauschalsubvention eine verhältnismäßige Mittelverteilung.

Die Regelung schafft einen angemessenen Ausgleich zwischen der notwendigen Flexibilität zur Sicherung des Internatsangebots in der Deutschsprachigen Gemeinschaft und einer verantwortungsvollen Haushaltsführung. Internate mit 30 oder mehr Schülern erhalten weiterhin die volle Pauschale, während kleinere Einrichtungen proportional unterstützt werden.

Zugleich setzt die anteilige Subventionierung einen Anreiz für die Internate, ihr Angebot aktiv zu bewerben und den pädagogischen Mehrwert von Internatsunterbringung stärker zu kommunizieren. Da die betroffenen Internate über ausreichende Kapazitäten verfügen, fördert die Regelung Bemühungen zur besseren Auslastung und damit zur Optimierung des Kosten-Nutzen-Verhältnisses der eingesetzten öffentlichen Mittel.

Ebenfalls schlägt die Regierung vor, dass im Falle einer Zusammenlegung mehrerer Internate zu einer neuen juristischen Einheit die für die Aufrechterhaltung des Internats relevante Schülerzahl sich aus der Gesamtheit der Internatsschüler aller betroffenen Standorte ergibt. Damit kann die Mindestnorm standortübergreifend erreicht werden, auch wenn die Internatsschüler weiterhin an mehreren Gebäuden oder Einrichtungen untergebracht sind.

Zudem wird auf Wunsch der beiden Internate vorgeschlagen, dass für die bezuschussten Personalressourcen eine Berechnung pro Standort erfolgt. Die pauschale Funktionssubvention für ein zusammengelegtes Internat wird jedoch nur einmal gewährt, nicht pro Standort, während für den flexiblen Teil der Funktionssubvention weiterhin die Anzahl eingeschriebener Schülerinnen und Schüler ausschlaggebend ist.

8. Pädagogische Konferenztage (Artikel 47.3 und 47.4)

Inkrafttreten: 1. September 2026

Die Rechtsgrundlage zu den pädagogischen Konferenztagen wird so angepasst, dass sie den aktuellen Gegebenheiten entspricht.

Den Schulen bleibt die Möglichkeit erhalten, neben den drei bestehenden pädagogischen Konferenztagen einen zusätzlichen pädagogischen Konferenztage zu einem für die Entwicklung des Unterrichtswesens in der Deutschsprachigen Gemeinschaft relevanten Thema durchzuführen.

Die Regierung legt weiterhin die Themen sowie die betroffenen Personalkategorien fest und entscheidet von nun an, ob die Teilnahme verpflichtend oder fakultativ ist.

Die Schulen können – wie bei den drei regulären pädagogischen Konferenztagen – den zusätzlichen pädagogischen Konferenztage eigenständig terminieren, müssen jedoch die Verwaltung über Datum und Thema informieren.

Vor diesem Hintergrund schlägt die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft vor, das Dekret vom 25. Juni 1996 über die Durchführung pädagogischer Konferenztage entsprechend anzupassen.

9. Anpassung der Beträge der Mittel zur Reduzierung der Schulbesuchskosten im Primar- und Sekundarschulwesen (Artikel 67 Nummern 1-4)

Inkrafttreten: 1. September 2026

Die Reduzierung der Schulbesuchskosten für die Erziehungsberechtigten ist seit vielen Jahren ein wichtiges Ziel. Jedes Kind hat das Recht auf Bildung und Chancengleichheit, doch stellen finanzielle Belastungen für viele Familien eine Herausforderung dar.

Die bisherige Mittelverteilung wies eine Ungleichheit auf: Während Primarschulen für das Schuljahr 2025-2026 134,67 Euro pro Schüler erhielten, wurden Sekundarschulen lediglich mit 105,24 Euro pro Schüler unterstützt. Diese Differenz stand im Widerspruch zu den tatsächlichen Kosten, die im Sekundarschulwesen deutlich höher ausfallen.

Im Sekundarschulwesen entstehen jedoch auch erhebliche zusätzliche Kosten, die über die des Primarschulwesens hinausgehen. Dazu gehören insbesondere:

- Teurere und umfangreichere Lehrmaterialien und Fachbücher
- Kopien, Zeugnisse, Diplome
- Kostenintensivere Studienfahrten und Exkursionen

Um diese Ungleichheit zu beseitigen und die realen Kosten angemessen abzudecken, wird der Betrag für das Sekundarschulwesen auf 135 Euro pro Schüler angehoben und damit dem Primarschulwesen angeglichen. Die Beträge für Kindergarten und Primarschulwesen werden moderat angepasst, um der allgemeinen Kostenentwicklung Rechnung zu tragen.

Um zu verhindern, dass derartige Kosten von den Schulen auf die Erziehungsberechtigten umgelegt werden, bleibt das bestehende Umlageverbot unverändert bestehen. Schulen wird es weiterhin untersagt, bestimmte zentrale Kostenposten des Schulalltags in Rechnung zu stellen.

Diese Maßnahme stellt sicher, dass alle Schulstufen entsprechend ihrer tatsächlichen Kostenstruktur unterstützt werden und trägt dazu bei, finanzielle Hürden beim Schulbesuch weiter abzubauen.

10. Anpassung im Hinblick auf den Förderausschuss der Deutschsprachigen Gemeinschaft (Artikel 57.1-57.6)

Inkrafttreten: 1. September 2026

Der Förderausschuss wird in Anwendung des Dekrets vom 31. August 1998 über den Auftrag an die Schulträger und das Schulpersonal sowie über die allgemeinen pädagogischen und organisatorischen Bestimmungen für die Regel- und Förderschulen angerufen, wenn

- in der Förderkonferenz kein Einvernehmen erzielt wird, wo ein Schüler mit sonderpädagogischem Förderbedarf beschult werden soll (Regel- oder Förderschüler),
- ein Förderschüler per Abweichungsgenehmigung nach Artikel 4 Absatz 2 des Gesetzes vom 6. Juli 1970 über das Förderschulwesen und das integrierte Schulwesen über das einundzwanzigste Lebensjahr ein weiteres Jahr in der Förderschule verweilen soll,
- das Einverständnis zur Feststellung des pädagogischen Förderbedarfs nicht fristgerecht von den Erziehungsberechtigten erteilt wird;
- kein Einvernehmen bei der Beendigung der sonderpädagogischen Förderung erzielt wird;
- gegen Entscheidungen über die Nachteilsausgleichsmaßnahmen oder den Notenschutz und gegen Entscheidungen über die Verlängerung dieser Maßnahmen in Bezug auf Auszubildende mit besonderem Förderbedarf Einspruch erhoben wird;
- gegen die Entscheidung der Hausunterrichtskommission auf Wiedereinschulung seitens der Erziehungsberechtigten Einspruch erhoben wird.

Um die genannten Aufgaben wahrzunehmen, besteht der Förderausschuss aus dekretal festgelegten und per Erlass bestellten Vertretern aus dem Ministerium, des betroffenen Schulträgers und Experten im Bereich Förderpädagogik.

Der Förderausschuss ist nach Artikel 93.59 des o. e. Dekrets vom 31. August 1998 bereits als Einspruchsgremium für die Entscheidungen der Hausunterrichtskommission bzgl. der Wiedereinschulung von Hausunterrichtskindern vorgesehen. Formal ist diese Aufgabe im Dekret aber nicht geregelt, sodass es dem Förderausschuss an einem klaren Auftrag und einer festen Arbeitsweise für diese Fälle mangelt.

Die vorliegende Maßnahme behebt diese Mängel in folgenden Punkten:

- die Aufgabe als Einspruchsgremium in Fragen der Wiedereinschulung durch die Hausunterrichtskommission wird formal festgelegt, indem es unter die Aufgaben des Förderausschusses in Artikel 93.25 aufgenommen wird.
- der Vertreter des Schulträgers entfällt bei Sitzungen, die Einsprüche gegen die Wiedereinschulung durch die Hausunterrichtskommission behandeln, da der Hausunterricht keinem Schulträger zugeordnet ist. In diesen Fällen tagt der Förderausschuss ohne diesen Vertreter.

Ferner ergänzt die Maßnahme bestehende Fristen um Konsequenzen. Das Dekret sah bislang zwar Fristen für das Einreichen von Akten und Einsprüchen vor, das Verstreichen der Frist blieb aber ohne Konsequenz. Im Hinblick auf eine steigende Anzahl von Fällen, mit denen sich der Förderausschuss befassen muss, werden durch die Maßnahme Fristüberschreitungen mit Konsequenzen versehen:

- Bei Fällen im Hinblick auf den Förderort wird die Akte zurückgewiesen und der Schüler verbleibt in der Regelschule, in der er bislang beschult wurde.
- Bei Fällen im Hinblick auf den Nachteilsausgleich und den Notenschutz bleiben die getroffenen Entscheidungen der vorherigen Instanz in Kraft.
- Bei Fällen des Einspruches gegen die Wiedereinschulung gilt die Entscheidung der Hausunterrichtskommission.

Im Hinblick auf steigende Fallzahlen ist auch die Anzahl an Akten an den Förderausschuss gestiegen, die entweder nicht in dessen Zuständigkeit liegen oder deren Fristen nicht eingehalten wurden. Bislang muss der Förderausschuss dennoch zusammentreten, um sich für nicht zuständig zu erklären oder Akten trotz Fristüberschreitung zu bearbeiten. Die vorgeschlagene Maßnahme erlaubt es dem Vorsitzenden oder dessen Stellvertreter, Einsprüche, die die dekretal festgelegten Fristen überschreiten, oder für die der Förderausschuss nicht zuständig ist, zurückzuweisen, ohne den Förderausschuss formal einzuberufen. Der Beschwerdeführer wird schriftlich über diese Entscheidung in Kenntnis gesetzt.

11. Zinslose Darlehen für Auszubildende, Studierende und Schüler in Mangelberufen

Im Rahmen der Aktenbearbeitung fallen regelmäßig neue Fälle an, die eine zusätzliche Regelung bzw. Präzisierung des Regelwerks erfordern.

a) Begrenzung der Förderung eines Auszubildenden- bzw. Studienjahrs auf maximal zwei Jahre (Artikel 113.1)

Inkrafttreten: 1. Juli 2026

Artikel 3 §1 Nummer 3 des Dekrets vom 26. Juni 2023 zur Einrichtung eines Fonds für zinslose Darlehen an Auszubildende, Studierende und Schüler in Mangelberufen hält die Bezugsdauer des Darlehens fest. Die Bezugsdauer darf die Regeldauer der Studienzeit oder des Lehrvertrags nicht um mehr als ein Jahr überschreiten.

Um zu vermeiden, dass das Darlehen für dreimal dasselbe Studien- bzw. Ausbildungsjahr gewährt wird, wird eine zusätzliche Bestimmung vorgesehen.

b) Einreichdatum für die Beantragung eines Verlängerungsantrags im Laufe eines Schuljahres (Artikel 113.2)

Inkrafttreten: 1. Januar 2026

In den Fällen, in denen die Studiengänge pro Semester geregelt sind, kommt es vor, dass das Studium Ende März endet und die Zusagen sich auf den Zeitraum September bis März beziehen. Auch werden aktuell an der Autonomen Hochschule zwei Ausbildungen angeboten, die Ende Januar abschließen. Es handelt sich dabei um das Brückenstudium Plus und das Brevet zur Gesundheits- und Krankenpflegewissenschaften. In diesem Fall begrenzt sich die Zusage auf den Zeitraum September bis Januar.

Falls Darlehensnehmer die Abschlussprüfungen im Januar bzw. März nicht erfolgreich abschließen und ihre maximale Bezugszeit noch nicht ausgeschöpft ist, kann eine Förderung zur Verlängerung des Studiums bzw. der Ausbildung gewährt werden. In diesen Fällen wird eine Ausnahme von der jährlichen äußersten Antragsfrist zum 15. November eines Schuljahres vorgesehen.

c) Ablegen der Prüfungen als freier Schüler am IAWM (Artikel 114.1)

Inkrafttreten: 1. Juli 2026

Lehrlinge, die bereits das dritte Lehrjahr gedoppelt haben, erhalten unter gewissen Voraussetzungen mehrfach die Möglichkeit ihre Gesellenprüfung als freier Schüler abzulegen.

Um die definitive Frage des Verzichts auf die Rückzahlung des Darlehens in diesem Fall nicht unendlich in die Länge zu ziehen, wird eine zeitliche Begrenzung zum Erlangen des Gesellenzeugnisses eingefügt.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Folgende Maßnahmen haben finanzielle Auswirkungen:

1. Einführung Von Dienstleistungspersonal Im Unterrichtswesen

56.800 Euro pro Vollzeitäquivalent mal 3 Stellen = 170.400 Euro

2. Stellenkapital des Zentrums für Förderpädagogik, des Förderschulwesens und der Internate

Es gibt keine finanziellen Auswirkungen im Vergleich zum laufenden Schuljahr, da es sich um eine Fortführung der bisherigen Maßnahmen handelt.

3. Anpassung der Beträge der Mittel zur Reduzierung der Schulbesuchskosten im Primar- und Sekundarschulwesen

Die finanziellen Auswirkungen dieser Maßnahme belaufen sich auf 141.915,00 Euro.

Stufe	Schüler	Betrag/Schüler NEU	Total NEU	Total ALT	Differenz
Kindergarten (2025-2026)	2851	35,00 €	99.785 €	95.993 €	3.792 €
Primarschule (2025-2026)	5161	135,00 €	696.735 €	685.032 €	1.703 €
Sekundarschule (2025-2026)	4584	135,00 €	618.840 €	482.420 €	136.420 €
TOTAL Schulbesuchskosten			1.415.360 €	1.273.445 €	141.915 €

4. Einreichdatum für die Beantragung eines Verlängerungsantrags im Laufe eines Schuljahres

Pro Monat und Antragsteller belaufen sich die Mehrkosten auf 200 EUR bzw. 350 EUR. Die maximale Bezugsdauer des Darlehens, die die Regeldauer der Studienzeit oder des Lehrvertrags nicht um mehr als ein Jahr überschreitet, gilt weiterhin.

TOP 11: Abänderungsvorschlag zum Dekretentwurf zur Abänderung des Dekrets vom 31. März 2014 über das Zentrum für die gesunde Entwicklung von Kindern und Jugendlichen

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in erster und letzter Lesung den Abänderungsvorschlag zum Dekretentwurf zur Abänderung des Dekrets vom 31. März 2014 über das Zentrum für die gesunde Entwicklung von Kindern und Jugendlichen.

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Artikel 30 des Dekretentwurfs zur Abänderung des Dekrets vom 31. März 2014 über das Zentrum für die gesunde Entwicklung von Kindern und Jugendlichen legt fest, dass das Dekret am 1. April 2026 in Kraft treten soll. Da der Dekretentwurf jedoch nicht mehr vor dem 1. April 2026 vom Parlament verabschiedet wird und ein rückwirkendes Inkrafttreten des Dekrets vermieden werden sollte, schlägt die Regierung vor, dass Datum des Inkrafttretens auf den 1. Mai 2026 festzulegen.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es gibt keine finanziellen Auswirkungen für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 13: Erlass der Regierung zur Gewährung von Subventionen an die geschriebene Presse der Deutschsprachigen Gemeinschaft

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet den Erlass der Regierung zur Gewährung von Subventionen an die geschriebene Presse der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

Der Minister für Kultur, Sport, Tourismus und Medien wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Das Dekret vom 7. Februar 1994 über die Hilfe für die Tagespresse setzt fest, dass der in der Deutschsprachigen Gemeinschaft in deutscher Sprache erscheinenden Tagespresse ein Betrag in Höhe der im Ausgabenhaushalt zu diesem Zweck vorgesehenen Mittel als jährliche Pressehilfe gewährt wird.

Da das Grenz Echo als einzige Tagespresse die Bedingungen im oben genannten Dekret erfüllt, erhält es als Pressehilfe für das Jahr 2026 einen Gesamtzuschuss in Höhe von 347.000,00 Euro.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Haushaltsjahr:	2026
Finanzstelle:	40.14
Finanzposition:	31.21

Zuschuss: 347.000,00€



Mitteilung vom 17.03.2026

Adjudication OLO du 23 mars 2026

Communiqué de presse de l'Agence fédérale de la Dette

L'Agence fédérale de la Dette communique que les 3 lignes d'OLO suivantes seront adjudguées le lundi 23 mars 2026 :

1.
Dénomination : OLO 0.35% 22/06/2032
Code ISIN : BE0000354630
Numéro OLO : OLO 94
Encours : EUR 16 472 000 000.00

2.
Dénomination : OLO 3.40% 22/06/2036
Code ISIN : BE0000366758
Numéro OLO : OLO 106
Encours : EUR 9 413 000 000.00

3.
Dénomination : OLO 3.75% 22/06/2045
Code ISIN : BE0000331406
Numéro OLO : OLO 71
Encours : EUR 9 945 000 000.00

La date de paiement est fixée au 25 mars 2026. Le vendredi 20 mars dans la matinée, l'Agence fédérale de la Dette annoncera la fourchette du montant à adjuger.

Enabel, fer de lance d'un nouveau modèle de coopération internationale par le biais d'investissements énergétiques axés sur le climat

La Belgique et le Mozambique approfondissent leur partenariat dans le domaine des énergies renouvelables grâce à un modèle de coopération conçu pour mobiliser des financements climat, renforcer les institutions et débloquer des investissements privés. Cette coopération est mise en exergue cette semaine à l'occasion de RENMOZ in Europe, un événement de deux jours qui se déroule à Bruxelles et au cours duquel le gouvernement mozambicain et le secteur privé européen s'engagent à traduire les engagements nationaux en matière

d'énergie en programmes structurés et prêts à bénéficier d'investissements.

Un nouveau protocole national pour protéger les internautes belges des cybercriminels

La Police Judiciaire Fédérale, le Centre pour la cybersécurité belge (CCB) et la société belge de cybersécurité Secutec unissent leurs forces pour stopper le phishing. Le « Protocole de collaboration national pour la détection et la perturbation des menaces de phishing » entend détecter automatiquement de nouveaux sites web malveillants et avertir l'internaute des tentatives de phishing. Le phishing - de plus en plus alimenté par l'IA - constitue un fléau pour notre société. En 2025, le CCB a reçu près de 10 millions de notifications à l'adresse suspect@safeonweb.be ce qui a permis d'éviter 200 millions de visites de sites malveillants.

Mitteilung vom 16.03.2026

Contrôles sur le commerce du bois : seul un dossier sur 10 est conforme

A l'occasion de la Journée Internationale de la forêt du 21 mars, le SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement présente les derniers résultats des contrôles sur le commerce du bois et de ses produits dérivés en Belgique. En 2025, 90 % des dossiers traités n'étaient pas conformes.

Mitteilung vom 13.03.2026

Conseil des ministres du 13 mars 2026

Le Conseil des ministres a eu lieu selon la procédure électronique le vendredi 13 mars 2026, sous la présidence du Premier ministre Bart De Wever.

Le Conseil des ministres a pris les décisions suivantes :

Marché public pour des travaux d'électricité dans les différents quartiers et domaines de la Défense

Sur proposition du ministre de la Défense Theo Francken, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la passation d'un marché public relatif à des travaux d'électricité dans les différents quartiers et domaines de la Défense.

Régie des bâtiments : prolongation du contrat de location Ubicenter à Louvain

Sur proposition de la ministre chargée de la Gestion immobilière de l'État Vanessa Matz, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la conclusion d'un avenant au contrat de location pour le bâtiment Ubicenter à Louvain au profit du SPF Intérieur et de la Police fédérale.

Justice : modification de l'ordre de paiement du Code d'instruction criminelle

Sur proposition de la ministre de la Justice Anne-lies Verlinden, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi modifiant l'ordre de paiement prévu à l'article 216bis/1 du Code d'instruction criminelle.

Justice : modifications relatives au privilège de juridiction et à la responsabilité pénale des membres des gouvernements de communauté ou de région

Sur proposition de la ministre de la Justice Anne-lies Verlinden, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi spéciale modifiant l'article 479 du Code d'instruction criminelle et relatif à l'harmonisation de la loi spéciale du 25 juin 1998 réglant la responsabilité pénale des membres des gouvernements de communauté ou de région avec le Code pénal du 29 février 2024.

Énergie : mécanisme d'indemnisation au profit des détenteurs d'une concession domaniale offshore

Sur proposition du ministre de l'Énergie Mathieu Bihet, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal relatif au mécanisme d'indemnisation au profit des détenteurs d'une concession domaniale offshore en cas d'indisponibilité du Modular Offshore Grid (MOG).

Financement 2025 du Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante

Sur proposition de la ministre des Indépendants Éléonore Simonet, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal fixant le montant du financement pour l'année 2025 du Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante à charge de la gestion financière globale du statut social des travailleurs indépendants.

La Belgique fournit des biens de première nécessité au Liban

La guerre au Moyen-Orient touche fortement la population au Liban. Les autorités libanaises ont donc demandé de l'aide internationale, et la Belgique y répond en envoyant via B-FAST des biens de première nécessité, afin de venir en aide à cette population déjà vulnérable.

Mitteilung vom 12.03.2026

Enabel fête les 20 ans du programme Junior

Le 12 mars 2026, Enabel fêtera le 20e anniversaire du Programme Junior, une initiative lancée en 2006 qui a permis à près de 700 jeunes de travailler dans les pays partenaires de la coopération internationale de la Belgique.

Mitteilung vom 11.03.2026

Dette de l'État fédéral à la fin février 2026

Communiqué de presse de l'Agence fédérale de la Dette

À la fin février 2026, la dette de l'État fédéral s'élevait à 565,42 milliards d'euros. La dette de l'État fédéral a ainsi augmenté de 8,67 milliards d'euros depuis janvier.

En termes nets (après déduction des placements et des titres en portefeuille), la dette de l'Etat fédéral a augmenté de 3,99 milliards d'euros, pour s'établir à 542,537 milliards d'euros.

Le solde net à financer s'est élevé à 3,99 milliards d'euros (au détriment du Trésor).

Pour de plus amples renseignements sur les émissions et les remboursements des dettes à court et long termes en février 2026, veuillez consulter le site de l'Agence fédérale de la Dette (www.debtagency.be/fr).

La durée moyenne de la dette de l'État fédéral a augmenté de 0,24 année pour atteindre 10,28 années, tandis que le taux d'intérêt moyen sur les instruments de la dette a augmenté pour s'établir à 2,07 %. Les risques de refinancement à 12 et 60 mois étaient respectivement de 15,13 % et 38,45 %.



Belgische Nationalbank

2025 a de nouveau été une année modérée pour le commerce extérieur de biens

16 mars 2026 - 11:00

- En 2025, la valeur des importations et des exportations de biens s'est repliée pour la troisième année d'affilée.
- La balance commerciale des biens de la Belgique est restée positive.
- La valeur des flux commerciaux avec les trois principaux partenaires de la Belgique a diminué, les exportations vers l'Allemagne faisant exception.

La valeur des importations et des exportations belges de biens se contracte depuis 2023. Les totaux pour l'année 2025 confirment cette baisse. Comparativement à 2024, les importations ont reculé de 9,9 milliards d'euros (-2,1 %), tandis que les exportations ont régressé de 8,7 milliards d'euros (-1,7 %). Les importations ayant ralenti plus fortement que les exportations, la balance commerciale des biens de la Belgique a progressé de 1,2 milliard d'euros, pour atteindre un solde positif de 25,4 milliards d'euros¹ en 2025. ... [lire plus](#)

La Banque nationale maintient sa politique macroprudentielle récemment modifiée

11 mars 2026 - 11:45

Dans son communiqué de presse du 7 novembre 2025, la Banque nationale de Belgique (BNB) avait annoncé qu'elle ajusterait sa politique macroprudentielle en 2026. La réduction des vulnérabilités dans les portefeuilles de crédits hypothécaires justifiait de réduire de moitié le coussin de fonds propres macroprudentiel applicable à ces portefeuilles. Afin de simplifier sa politique macroprudentielle et d'en assurer une efficacité optimale, la BNB avait également décidé au même moment de ne plus imposer cette exigence spécifique au travers d'un coussin de fonds propres dédié aux prêts hypothécaires, mais de l'intégrer au coussin de fonds propres contracyclique (CCyB). ... [lire plus](#)



Vlaamse Regering

Ministerraad – Plan Vlaamse Veerkracht van 13 maart 2026

- Afloop van het relanceplan Vlaamse Veerkracht en het Vlaamse luik van het Plan voor Herstel en Veerkracht (RRF, REPowerEU)

Ministerraad van 13 maart 2026

- Convenant Vlerick Business School 2026-2030
- Beëindiging brownfieldconvenant 80. Kortrijk – Blekerij-Weide: doelstellingen behaald
- Beëindiging brownfieldconvenant 118. Harelbeke – site Lano: doelstellingen behaald
- Principiële goedkeuring brownfieldconvenant 275. Lier – Kruger site in het kader van de 14de oproep
- Overeenkomst tussen Noorwegen en België over CO2 transport via pijpleidingen: voorontwerp van instemmingsdecreet
- Verlenging mandaat 'neutrale begeleider' voor 'Verbond voor de toekomst en leefbaarheid van het ommeland van de haven van Antwerpen, de polders op Linkerscheldeover'
- Jeugddecree: wijziging luisterlijn, JoKER en subsidievoorwaarden jeugdverenigingen
- Wijziging diverse decreten rond Wonen: verplichtingen kandidaat-huurders en sociale huurders met het oog op een betere activering en toeleiding naar de arbeidsmarkt
- Wijziging Vlaams Personeelsstatuut (VPS): vereenvoudigde administratieve en geldelijke loopbaan wetenschappelijk personeel

- Agentschap Inburgering en Integratie (AgII): vervanging regeringscommissaris
- Wijzigingsbesluit beleids- en beheerscyclus van de lokale en de provinciale besturen: bestrijding betalingsachterstand
- Digitalisering handhaving Vlaamse regelgeving: uitbreiding implementatie Vlaams Handhavingsplatform (VHP)
- Wijziging erkenningsbesluit kennels: indexatie retributie behandeling erkenningsaanvraag, afwijkingen op quarantainenormen in asielen en vaccinatieplicht voor katten
- Voorontwerp van decreet tot wijziging van de Vlaamse Codex Fiscaliteit: billijkheid in toepassing fiscale wetgeving
- Raad voor Betwistingen Studievoortgangsbepalingen (RSTVB): vervanging bijzitter
- Tijdelijke projecten met pioniersscholen in het kader van de evolutie naar meer kwalitatief en inclusiever onderwijs
- Hervorming Vlaams opleidingsverlof: wijzigingsbesluit
- Raad van bestuur private stichting 'Leerpunt': benoeming lid
- Oordeel van de Vlaamse Regering over het beroep ingesteld door de Universiteit Antwerpen tegen het oordeel van de Commissie Hoger Onderwijs over de aanvraag voor de anderstalige opleiding Master of Science in SocialEconomic Sciences
- Oordeel van de Vlaamse Regering over het beroep ingesteld door de Universiteit Antwerpen tegen het oordeel van de Commissie Hoger Onderwijs over de aanvraag voor de anderstalige opleiding Master of Science in Heritage Studies
- Handhaving decreet bescherming roerend cultureel erfgoed van uitzonderlijk belang (Topstukendecreet)
- Vlaamse advies- en beleidsparticipatieraad van personen met een handicap (NOOZO vzw): subsidie werkjaar 2026
- Vlaams Mensenrechteninstituut (VMRI) en decreet gelijkekansen- en gelijkebehandelingsbeleid: omzetting Europese richtlijnen 'minimum-normen organen voor gelijke behandeling' en 'loontransparantie'
- Regels erkenning partnerorganisatie voor eerstelijnszorg en belangenbehartiging personen met een chronische aandoening en als expertise- en implementatiecentrum voor gebruikersparticipatie in de zorg
- Oproep tot erkenning Steunpunt Welzijn, Volksgezondheid en Gezin voor de periode 2026-2031
- Groeipakket: efficiënter maken betalingen binnen Groeipakket
- Addendum 4 bij overeenkomst vzw Flagey 2017-2021: verlenging voor 2026

- Beheersovereenkomst Vlaams steunpunt voor cultureel erfgoed (FARO): bijkomende opdracht FAAM, het virtuele museum van Vlaanderen
- Vervanging bestuursleden en regeringscommissarissen culturele instellingen
- Omzetting Europese Richtlijn Industriële Emissies (RIE): voorontwerp van wijzigingsdecreet
- Omzetting Europese Richtlijn Industriële Emissies (RIE): wijziging diverse milieubesluiten
- Wijziging regelgeving technische keuring voertuigen
- Subsidie vijf pilootprojecten Mobiliteitscentrale Aangepast Vervoer (MAV)
- Mededelingen



Gouvernement de Wallonie

Mitteilung vom 11.03.2026

Réseaux électriques : le Gouvernement se mobilise pour garantir l'accès à la puissance et soutenir le redéploiement économique

Face à la saturation croissante des réseaux électriques, le Gouvernement déploie une action coordonnée et transversale. Solutions opérationnelles, réformes structurelles, investissements et articulation avec le redéploiement industriel : l'exécutif entend garantir un accès à la puissance compatible avec les ambitions économiques et climatiques de la Région. ... [lire plus](#)

Konzertierungsausschuss

09.03.2026

GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Approbation du proces-verbal de la réunion du 14 janvier 2026.

2026C80031.001

Le procès-verbal de la réunion du 14 janvier 2026 est approuvé.

GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Transposition et mise en oeuvre du droit européen en droit belge - Rapport sur l'avancement des transpositions.

2026C80500.001

Les propositions, contenues au point 2 de la note du 23 février 2026, sont approuvées.

GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Etat d'avancement des accords de coopération dans les différents Gouvernements et Parlements.

2025C80030.001

1. Le Comité a pris acte du fait qu'aucune information n'a été communiquée par les membres du Comité.

2. Les membres sont invités à transmettre, lors de la prochaine réunion du Comité, un état d'avancement des accords de coopération auxquels ils sont partis, conformément à l'article 11, § 3, du Règlement d'ordre intérieur du 14 juillet 2025.

GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

a) Suivi des convocations et des travaux des Conférences interministérielles.

2025C80051.001

b) Conférences interministérielles - Liste et composition actualisées.

2025C80051.002

a)

1. Le Comité a pris acte de la note du 23 février 2026.

2. Les membres sont invités à fournir au Secrétariat central du Comité les informations manquantes concernant les Conférences interministérielles, en particulier celle s dont la présidence est tournante, et ce en application de l'article 11, §2 du Règlement d'ordre intérieur du 14 juillet 2025.

b) Reporté au prochain Comité.

GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Coordination budgétaire interfédérale : Projet d'accord de coopération entre l'État fédéral, les Communautés, les Régions et les Commissions communautaires en matière de gouvernance économique.

2025C80030.004

1. Le Comité a pris acte a pris acte des différents points de vue formulés en séance.

2. Le dossier sera soumis prochainement à un prochain Comité.

GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

1) Projet de l'accord de coopération entre l'Autorité fédérale, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale, relatif aux compétences des régions et de l'Autorité fédérale en matière de la déduction majorée pour investissements pour l'énergie et l'environnement et l'échange d'informations.**2) Projet d'accord de coopération d'exécution entre l'Autorité fédérale, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale, relatif au procédure d'attestations par les régions et de l'Autorité fédérale en****matière de la déduction majorée pour investissements pour l'énergie et l'environnement et l'échange d'informations.**

2026C80030.003

Le Comité a pris acte de l'intention du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de procéder dès que possible à l'approbation des deux projets.

Le cas échéant, l'approbation globale sera validée par un Comité de concertation qui se tiendra par voie électronique.

GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

a) Projet d'accord écrit visant à abroger l'accord de coopération législatif du 12 mars 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données relatives aux vaccinations contre la COVID-19.

2021C80030.001

b) Projet d'accord de coopération exécutif mettant fin à certaines dispositions de l'Accord de Coopération Législatif concernant le traitement des données relatives au certificat numérique COVID de l'UE, au COVID Safe Ticket, au PLF et au traitement des données à caractère personnel des travailleurs et indépendants résidant ou séjournant à l'étranger qui exercent des activités en Belgique.

2023C80030.009

Les propositions, contenues au point 9 de la note du 26 février 2026, sont approuvées.

GOUVERNEMENT FLAMAND

Projet d'arrêté du Gouvernement flamand modifiant l'arrêté royal du 13 novembre 2011 relatif aux équipements sous pression transportables, en ce qui concerne les situations d'urgence - Concertation conformément à l'art. 6, § 3bis, 6° de la Loi spéciale de réformes institutionnelles.

2026C81460.001

Le Comité a constaté que la concertation a eu lieu, conformément à la loi spéciale du 8 août 1980 de réforme institutionnelles.

GOUVERNEMENT FLAMAND

Le Plan Social pour le Climat belge - finalisation et soumission.

2018C80760.001

Reporté à un prochain Comité.

GOUVERNEMENT FLAMAND

Coopération interfédérale relative au nouveau système de vote électronique.

2026C81030.004

Le Comité :

1. Confirme le but commun d'organiser les élections de 2029 et 2030 avec un nouveau système intégré (comprenant un module de vote hors ligne, une solution de pointage électronique utilisable tant pour le vote électronique que pour le vote papier, ainsi qu'une application pour l'enregistrement des procurations) et de le développer par le biais d'un nouveau marché public conjoint (échéance de publication au 1er mai 2026).

Chaque autorité régionale ou communautaire est toutefois libre d'uniquement utiliser le ou les modules qui l'intéresse(nt) lors des élections de 2030.

En ce qui concerne les élections de 2029, les administrations locales restent libres d'opter pour le vote papier ou d'utiliser l'un des modules du nouveau système.

2. Confirme le contenu du marché, son timing et sa gouvernance, comme mentionné au point 2.a. de la note du 4 mars 2026 du ministre fédéral de l'Intérieur.

3. Confirme la clé de répartition qui sera prévue dans le protocole d'accord, comme mentionné au point 2.b. de la note susmentionnée du 4 mars 2026, étant entendu qu'une région ou une communauté qui ne souhaite pas utiliser un module donné ne contribue pas au coût de développement du module en question.

Le Comité demande à l'autorité fédérale de prévoir également sa contribution de 20 % dans le coût d'acquisition du matériel informatique.

4. Prend acte des actions, visées au point 2.c. de la note susmentionnée du 4 mars 2026, qui seront entreprises par les autorités concernées (autorité fédérale, Région de Bruxelles-Capitale, Communauté germanophone) en vue de la prolongation d'utilisation du matériel de vote électronique Smartmatic de 2e génération.

La Région flamande pourra, si elle le souhaite, se joindre ultérieurement à ces actions de prolongation.

GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE
Contractualisation – Engagement des membres du personnel enseignants.
2026C82800.001

Le Comité charge les ministres fédéraux des Affaires sociales et des Pensions de créer un groupe de travail interfédéral.

GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE
Réforme de la pension pour inaptitude physique - Conséquences pour les entités fédérées.
2026C82720.002

1. Le Comité a pris acte de la note du 9 janvier 2026 et des consultations qui ont eu lieu.

2. La mise en oeuvre ultérieure sera assurée par un groupe de travail qui sera créé à cet effet.

GOUVERNEMENT WALLON
Annonce de l'augmentation de la taxe fédérale sur les billets d'avions.
2026C83410.001

Le Comité a pris acte de la note du 26 février 2026 du Gouvernement de la Région wallonne et des différents points de vue formulés en séance.

Europa und regionale Zusammenarbeit



Europäische Kommission

Die Europäische Kommission leitet Vertragsverletzungsverfahren gegen Belgien ein

Die Europäische Kommission hat beschlossen ein Vertragsverletzungsverfahren einzuleiten, da der Entwurf für einen nationalen Gebäudesanierungsplan nicht fristgerecht bis zum 31. Dezember 2025 bei der Kommission eingereicht wurde.

... [weiter lesen](#)

Belgisches Staatsblatt



N. 55 vom 12. März 2026 (s. Anlage)

Öffentlicher Dienst der Wallonie

5. März 2026 - **Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2024 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung**, S. [14265](#).

N. 58 vom 16. März 2026 (s. Anlage)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
22. Mai 2025 - **Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 14. Februar 2023 zur Bestellung der Mitglieder des Beirats für Integration und das Zusammenleben in Vielfalt**, S. [15726](#).

Deutsche Übersetzungen

N. 55 vom 12. März 2026

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres

15. Juni 2022 - **Gesetz über In-vitro-Diagnostika** - Inoffizielle Koordinierung in deutscher Sprache, S. [14168](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres

7. Mai 2024 - **Gesetz zur Abänderung des Programmgesetzes vom 28. Juni 2013** - Deutsche Übersetzung, S. [14187](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Kanzlei des Premierministers

7. Dezember 2025 - **Königlicher Erlass zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 7. November 2000 zur Schaffung und Zusammensetzung der gemeinsamen Organe der föderalen öffentlichen Dienste und des Königlichen Erlasses vom 19. Juli 2001 über die Einsetzung der Strategie-Organe der föderalen öffentlichen Dienste und über die Personalmitglieder der föderalen öffentlichen Dienste, die bestimmt werden, um dem Kabinett eines Mitgliedes einer Regierung oder eines Kollegiums einer Gemeinschaft oder Region anzuhören** - Deutsche Übersetzung, S. [14190](#).

Föderalagentur für Arzneimittel und Gesundheitsprodukte

11. September 2022 - **Königlicher Erlass über die Abgabe von Impfstoffen gegen das Affenpockenvirus** - Deutsche Übersetzung, S. [14193](#).

N. 58 vom 16. März 2026

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres

29. März 2024 - **Gesetz zur Abänderung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf Sport-/Kulturschecks und Kaufkraftprämien** - Deutsche Übersetzung von Auszügen, S. [15571](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres

21. April 2024 - **Gesetz zur Abänderung des Gesetzes vom 4. April 2014 über die Versicherungen, was Ausschlussgründe in der nicht obligatorischen Krankenversicherung im Zusammenhang mit einem Selbstmordversuch betrifft** - Deutsche Übersetzung, S. [15573](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres

18. Juli 2025 - **Programmgesetz** - Deutsche Übersetzung von Auszügen, S. [15574](#).

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2026/001932]

5. MÄRZ 2026 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2024 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 6bis;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2024 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung, in seiner abgeänderten Fassung;
In Anbetracht dessen, dass eine Reorganisation der ministeriellen Zuständigkeiten erforderlich ist;

Auf Vorschlag des Ministerpräsidenten,

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2024 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung wird wie folgt abgeändert:

1° Die Wörter "Minister für Haushalt, Finanzen, Forschung und Tierwohl" werden durch die Wörter "Minister für Haushalt, Finanzen, internationale Beziehungen und Tierwohl" ersetzt.

2° Punkt 12° wird gestrichen.

Art. 2 - Artikel 4 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° Im ersten Absatz werden die Wörter "Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Industrie, digitale Technologien, Beschäftigung und Ausbildung" durch die Wörter "Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Industrie, Beschäftigung, Ausbildung, Forschung und digitale Technologien" ersetzt.

2° In Absatz 1, Ziffer 1°, e) werden die Wörter "der Betreuung ausländischer Investoren" durch die Wörter "der Betreuung und Filterung ausländischer Investoren" ersetzt.

3° Es wird eine Ziffer 12° mit folgendem Wortlaut eingefügt: "12° die wissenschaftliche Forschung im Sinne von Artikel 6bis des Gesetzes".

Art. 3 - Der vorliegende Erlass tritt am 5. März 2026 in Kraft.**Art. 4** - Der Ministerpräsident wird mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 5. März 2026

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident und Minister für Haushalt,
Finanzen, internationale Beziehungen und Tierwohl

A. DOLIMONT

Der Minister für Raumpolitik,
Infrastrukturen, Mobilität und lokale Behörden

F. DESQUESNES

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft,
Industrie, Beschäftigung, Ausbildung, Forschung und digitale Technologien

P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Gesundheit,
Umwelt, Solidarität und Sozialwirtschaft

Y. COPPIETERS

Die Ministerin für öffentlichen Dienst,
administrative Vereinfachung und Sportinfrastrukturen

J. GALANT

Die Ministerin für Tourismus,
Kulturerbe und Kleinkindbetreuung

V. LESCRENIER

Die Ministerin für Energie,
den Luft-Klima-Plan, Wohnungswesen und Flughäfen

C. NEVEN

Die Ministerin für Landwirtschaft und ländliche Angelegenheiten

A.-C. DALCQ

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C – 2026/002042]

22. MAI 2025 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 14. Februar 2023 zur Bestellung der Mitglieder des Beirats für Integration und das Zusammenleben in Vielfalt

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Dekrets vom 11. Dezember 2017 über Integration und das Zusammenleben in Vielfalt, Artikel 22 § 3 Absatz 1;

Aufgrund des Dekrets vom 3. Mai 2004 zur Förderung der ausgewogenen Vertretung von Männern und Frauen in beratenden Gremien, abgeändert durch das Dekret vom 14. Februar 2011;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 14. Februar 2023 zur Bestellung der Mitglieder des Beirats für Integration und das Zusammenleben in Vielfalt;

Aufgrund des Vorschlags des Sozialhilferats des öffentlichen Sozialhilfezentrums Amel vom 16. April 2025;

Auf Vorschlag des für Soziales zuständigen Ministers;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1 § 1 des Erlasses der Regierung vom 14. Februar 2023 zur Bestellung der Mitglieder des Beirats für Integration und das Zusammenleben in Vielfalt wird wie folgt abgeändert:1. In Nummer 1 Buchstabe *a*) wird die Wortfolge „Herr Daniel Offermann“ durch die Wortfolge „Herr Colin Kraft“ ersetzt.2. In Nummer 1 Buchstabe *b*) wird die Wortfolge „Frau Hélène Veiders“ durch die Angabe „N.N.“ ersetzt.3. In Nummer 4 Buchstabe *a*) wird die Wortfolge „Herr Achim Meyer“ durch die Wortfolge „Herr Yildirim Sezai“ und die Wortfolge „Frau Maude Williams“ durch die Angabe „N.N.“ ersetzt.

4. In Nummer 5 wird die Wortfolge „Frau Anita Jost“ durch die Wortfolge „Frau Caroline Hagelstein“ und die Wortfolge „Herr Gerd Neuens“ durch die Wortfolge „Herr José Heck“ ersetzt.

Art. 2 - Vorliegender Erlass tritt am Tag seiner Verabschiedung in Kraft.**Art. 3** - Der für Soziales zuständige Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 22. Mai 2025

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident,

Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen

O. PAASCH

Die Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit

L. KLINKENBERG

Quellenverzeichnis

PARLAMENTE

Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

- pdg.be

Abgeordnetenkommer

- lachambre.be

Senat

- senate.be

Parlement Wallonie

- parlement-wallonie.be

Vlaams Parlement

- vlaamsparlement.be

Parlement Fédération Wallonie-Bruxelles

- pfbw.be

Parlement Bruxellois (PRB) & Assemblée réunie de la Commission communautaire commune (ARCCC)

- parlement.brussels

Parlement francophone Bruxellois

- parlementfrancophone.brussels

Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie

- raadvgc.be

REGIERUNGEN

Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

- ostbelgienlive.be

Föderalregierung

- news.belgium.be

Belgische Nationalbank

- nbb.be/de

Vlaamse Regering

- beslissingenvlaamseregering.vlaanderen.be

Gouvernement de Wallonie

- wallonie.be/fr

Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

- gouvernement.cfwb.be

EUROPA UND REGIONALPOLITIK

Europäische Union

- consilium.europa.eu/de/european-council
- commission.europa.eu/index_de
- europarl.europa.eu/portal/de
- secure.ipex.eu/IPEXL-WEB

Europäischer Rechnungshof

- eca.europa.eu/de

Europäischer Ausschuss der Regionen (AdR)

- cor.europa.eu/de

Europarat - Kongress der Gemeinden und Regionen Europas

- coe.int/en/web/congress/home

Benelux-Parlament

- beneluxparl.eu/fr

Großregion – Gipfel und IPR

- grossregion.net
- cpi-ipr.eu

EVTZ Euregio Maas-Rhein

- euregio-mr.info/de

CALRE - Konferenz der gesetzgebenden Versammlungen der Regionen Europas

- calrenet.eu

AGEG - Arbeitsgemeinschaft Europäischer Grenzregionen

- aebr.eu

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

- const-court.be/de

BELGISCHES STAATSBLETT

- ejustice.just.fgov.be